

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE
Dispensa di Lingua francese (6 cfu)
a.a. 2021-2022

Table des matières

1. « Infographie : éducation », *Où va la France?*, n° spécial annuel *Le Monde*, août 2010, p. 61.
 - Test di comprensione
2. Jean-Claude Lewandowski, «Ecoles de commerce : jusqu'où se poursuivra la hausse des frais de scolarité? », *Le Monde*, 15.11.2016.
 - Exercices
3. « Infographie : revenus, industrie, emploi », *Où va la France ?*, *op. cit.*, p. 23.
 - Questions
4. Isabelle Rey-Lefebvre, « En France, la pauvreté a légèrement augmenté en 2014 », *Le Monde*, 23/12/2016 ; Infographie : « Le taux de chômage par département en janvier 2017 », *Pôle Emploi*, janvier 2017,
 - Compréhension
5. Guillaume Poingt, «Pauvreté en France: les chiffres à connaître», *Le Figaro*,13 septembre 2018.
 - Compréhension
6. Test de closure : « Certains postes de dépenses ont connu de fortes hausses », Gérard Mermet, *Francoscopie*, Paris, Larousse, 2010, p. 370.
7. « Le logement, nouvel indicateur des écarts de revenus », *Où va la France ?*, *op. cit.*, p. 29.
8. « Les clés de la conso. Tout savoir sur les prix et le budget des ménages », *Le Figaro*, 21 mars 2016
9. *La discipline par principe : la nouvelle norme du luxe*, Deloitte, 2016 ; *Le secteur du luxe en 2019*, Deloitte, communiqué de presse, 2020.
10. « La planète luxe à la recherche d'un second souffle », Infographie, *Le Monde*, 4 octobre 2016.
 - Questions
11. « La richesse en France », extrait de l'émission *Une semaine d'actualité*, Radio France Internationale, 09/06/2020
 - Test de compréhension
12. Sabine Effosse, « La publicité, puissant adjuvant de l'économie », *Le Monde*, 10/10/2018.
 - Compréhension et lexique : exercices
13. « Automobile : un marché en pleine évolution », *Le Journal de l'économie*, TV5Monde, 18 février 2020
 - Le marché de la voiture électrique, Infographies
 - Test de compréhension

14. « Récession, dépression, rebond : tout savoir sur les fluctuations de l'activité économique », *France TV - Lumni*, 2021.

15. Test de closure : « L'état de crise », *Francoscopie, op. cit.*, p. 268.

16. « Infographie : La route des vins et des bonnes tables, société, démographie », *Où va la France ?*, *op. cit.*, p. 52.

- Exercice

17. Test de closure : « Les Français hostiles au marché », *Francoscopie, op. cit.*, p. 304.

18. « Infographie : agriculture », *Où va la France ?*, *op. cit.*, p. 17.

- Exercice

19. Laurence Girard, "L'agroalimentaire grossit les rangs de l'emploi en France", *Le Monde*, 20 mars 2017.

- Questions

20. Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, *Le gaspillage alimentaire*, novembre 2018.

21. « Les Français à table », *Antenne2*, Journal télévisé 20 heures, dimanche 10 janvier 2016.

- Test de compréhension

22. « Les gens ont du mal à savoir ce qu'ils ont en commun ». Entretien avec Didier Lapeyronnie, *Francoscopie, op. cit.*, p. 41.

- Test de compréhension

23. « L'électricité en France », « Le rôle essentiel du nucléaire », Scheda 57, Bernard Braun-Francis Collignon, *La France*, Paris, Bréal, 2010, coll. « Le Monde en fiches. Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain », pp. 210, 214-215.

- Test de compréhension

24. Jean-Michel Bezat, « EDF n'est pas prêt à sortir du nucléaire en France », *Le Monde*, 23/10/2016.

- Questions

25. « La France, le pays où la part du nucléaire est la plus importante du monde », *Le Figaro*, 8 novembre 2017.

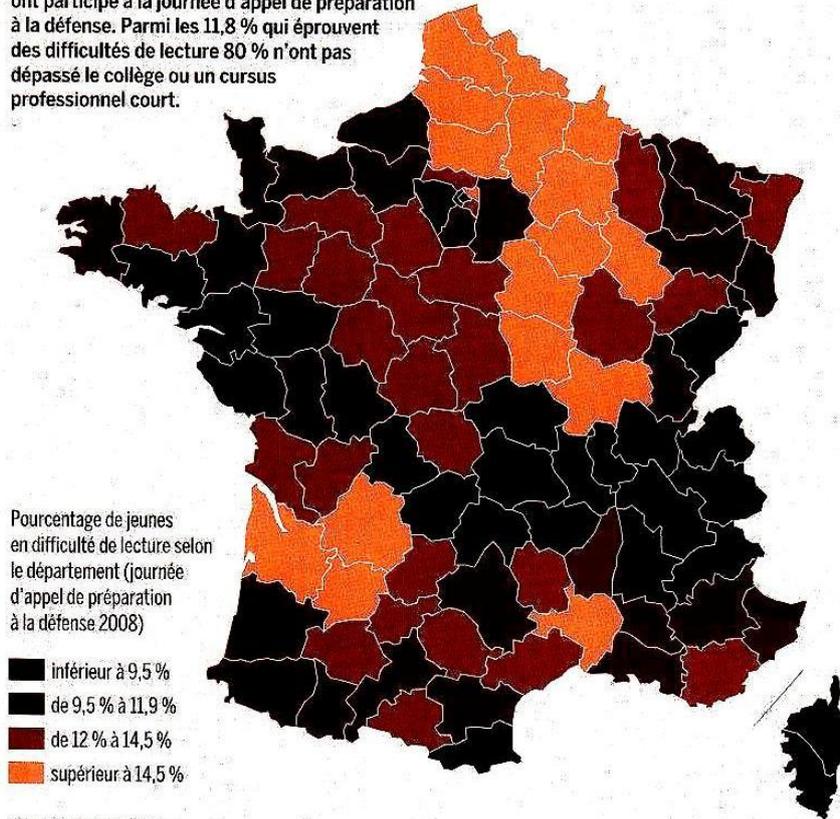
26. *Les Français et le nucléaire*, sondage BVA/Orano, 26/06/2019

27. Baptiste Gaborit, « France 2030 : Un plan pour relancer notamment la filière nucléaire », *Radio Classique*, 12/10/2021

ÉDUCATION

La difficulté en lecture se concentre dans le Nord

En 2008, près de 800 000 jeunes de 17 ans et plus ont participé à la journée d'appel de préparation à la défense. Parmi les 11,8 % qui éprouvent des difficultés de lecture 80 % n'ont pas dépassé le collège ou un cursus professionnel court.



SOURCE : MEN-DEPP, 2009

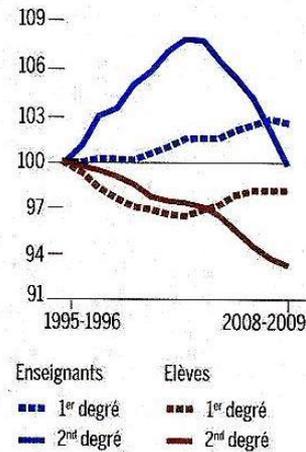
14,7

millions. C'est le nombre d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, en 2008.

SOURCE : MEN

Erosion des effectifs dans le second degré

Les effectifs d'élèves et d'enseignants en indice, base 100 de 1995 à 2009



SOURCE : MEN-DEPP

Le premier poste de dépenses de l'Etat

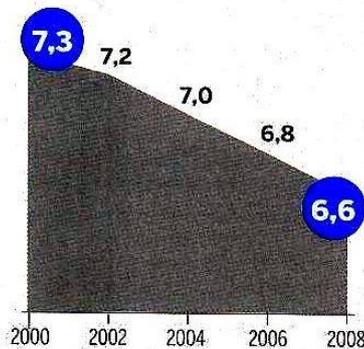
Dans la dépense intérieure d'éducation, en 2008, sont inclus les enseignements du premier et second degré, du supérieur et de la formation continue.



SOURCE : MEN-DEPP

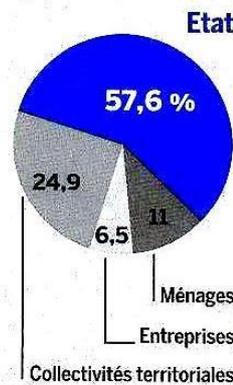
L'Etat investit moins

Part du PIB consacré à l'éducation, en 2008, en %



Qui paie ?

Répartition du financement, en 200, en %



SOURCE : MEN-DEPP

Combien coûte une année ?

Coût moyen par élève ou étudiant en 2007



Compréhension

1. Parmi les 11.8% de jeunes Français qui éprouvent des difficultés de lecture, 20% ont dépassé le collège ou un cursus professionnel court.

Vrai

Faux

2. Combien de jeunes ont participé aux tests de lecture?

.....

3. Quel âge ont-ils?

.....

4. Où vivent les jeunes qui ont le plus de difficulté?

.....

5. En 2008, combien y avait-il d'élèves en France?

- 147 000
- 147 000 000
- 14 700 000

6. C'est dans le second degré que le nombre d'élèves a le plus diminué.

Vrai

Faux

7. L'éducation n'est pas le premier poste de dépenses de l'Etat.

Vrai

Faux

8. A combien d'euros s'élève la dépense intérieure d'éducation en France?

- 129 400 000 000
- 12 940 000 000
- 129 400 000

9. En huit ans (de 2000 à 2008), la part du PIB consacré à l'éducation a diminué d'un dixième.

Vrai

Faux

10. Ce sont les entreprises qui financent le moins l'éducation en France.

Vrai

Faux

11. Quel est le coût moyen d'un élève par an en France?

.....

En France, il existe deux filières pour effectuer des études supérieures, dites de 3ème cycle, l'université publique, avec des frais d'inscription encadrés et garantis par l'État (220 euros/an en moyenne) et les Ecoles de Commerce (privées) ou d'Ingénieurs (privées et publiques). La plupart des établissements privés ont fortement majoré leurs frais d'inscription. A l'avenir, ces tarifs devraient continuer à augmenter mais d'une manière limitée.

Ecoles de commerce : jusqu'où se poursuivra la hausse des frais de scolarité?

Par Jean-Claude Lewandowski, *Le Monde*, 15.11.2016

La question mérite d'être posée, au vu du parcours déjà accompli ces dernières années : une hausse de l'ordre de 15 % à 20 % et un montant moyen tournant désormais autour de 10 500 euros. En vingt ans, les tarifs ont été multipliés par deux et demi, notait l'Institut Montaigne en 2014.

Aujourd'hui, la plupart des écoles se situent dans une fourchette de 8 000 à 12 000 euros par an, seule Télécom Management affichant un tarif franchement inférieur. Quant aux grands établissements parisiens, ils tutoient désormais la barre des 15 000 euros.



Image : Le campus d'HEC

Et celle-ci devrait être franchie rapidement, au moins par HEC (Hautes Etudes Commerciales). Peter Todd, son directeur général, prévoit d'augmenter ses droits de 6 % à 8 % par an sur les trois prochaines années. Ce qui pourrait conduire les tarifs de l'établissement tout près de 19 000 euros par an – un record pour l'Hexagone.

Large palette de services

Est-ce un plafond ? Ce mouvement peut-il se poursuivre ? Les avis sont partagés. « *Nous sommes aujourd'hui au maximum socialement acceptable, compte tenu du contexte économique*, estime Jean-Guy Bernard, directeur général d'EM Normandie. *Beaucoup de familles ne pourraient pas payer plus.* »

Un point de vue que partagent nombre de responsables. A 12 000 ou 15 000 euros l'an (sans parler du coût du logement, des frais de vie, des fournitures...), même les ménages aisés doivent fournir un effort conséquent et ne parviennent pas toujours à financer une seconde scolarité payante lorsque deux de leurs enfants se suivent de près.

Beaucoup, cependant, tiennent à relativiser le coût actuel des business schools en trois ans. « *Si on lisse le cursus sur cinq années, nos écoles restent moins chères que bien des formations post-bac*, souligne Alice Guilhon, directrice générale de Skema. *Nos élèves bénéficient d'une très large palette de services : système d'information performant, aide à la recherche d'emploi, suivi individualisé, échanges internationaux, coaching... Et leur taux de placement est remarquable.* »

« *Nous ne sommes pas si chers*, plaide également Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'Essec (15 000 euros par an). *L'excellence a un coût, il est normal que celui-ci soit répercuté dans nos tarifs.*

Nos élèves vivent une expérience incomparable ; ils perçoivent à la sortie un salaire moyen de 54 000 euros. De plus, de nombreuses aides permettent aux plus modestes de financer leur scolarité. A l'Essec, plus de la moitié des élèves sont aidés. Et aucun candidat n'est empêché de nous rejoindre pour des raisons financières. » « Nos écoles ne coûtent quasiment rien à l'Etat », ajoute de son côté Bernard Belletante, à la tête d'EM Lyon.

« Pour les familles, c'est la double peine : elles paient à la fois des frais de scolarité et des impôts qui servent pour partie à financer l'enseignement supérieur. » Bruno Neil, directeur de l'Institut supérieur de commerce de Paris (ISC)

Les directeurs regardent aussi la situation outre-Atlantique ou au Royaume-Uni. *« Aux Etats-Unis, la moindre business school coûte entre 40 000 et 50 000 dollars par an (entre 36 000 et 45 000 euros), note François Bonvalet, directeur général de Toulouse Business School (TBS). Alors qu'en France il est difficile de passer la barre des 12 000 euros. Mais ce n'est pas du tout le même marché... »* Pour le directeur général d'Audencia, *« personne ne souhaite arriver à la situation américaine, où les étudiants se retrouvent très endettés, avec un retour sur investissement improbable ».*

Compte tenu des contraintes financières croissantes auxquelles sont confrontées leur école, la plupart des directeurs jugent néanmoins inévitable la poursuite de la hausse. *« La situation actuelle n'est plus tenable. Nous n'avons hélas pas d'autre possibilité »,* juge le directeur de l'Institut supérieur de commerce de Paris (ISC), Bruno Neil.

Des dispositifs pour « amortir le choc »

Reste à savoir jusqu'à quel niveau les écoles peuvent hisser leurs tarifs, sans voir les étudiants se détourner d'elles. Pour l'heure, même les fortes hausses observées ici ou là – comme à l'Edhec, passée en 2015 de 41 000 à 45 000 euros pour l'ensemble du cursus – n'ont pas suscité de désistements. *« Passer à 20 000 euros [annuels] dans les prochaines années serait choquant. Mais si les hausses restent raisonnables et si nous continuons à bien faire notre métier, les familles suivront, veut croire Alice Guilhon. En revanche, si les prestations ne sont pas à la hauteur, nous en supporterons les conséquences... »* Quelques-uns évoquent cependant des montants bien plus élevés : 70 000 euros sur trois ans, voire bien davantage pour les écoles leaders.

Le plus vraisemblable, de l'avis unanime, est donc une poursuite des hausses à un rythme modéré, légèrement supérieur à l'inflation, au moins pour le programme « grande école ».

EXERCICES

1. Quelles sont les possibilités d'augmenter les tarifs des Ecoles de Commerce en France ?

bonnes

mauvaises

réduites

AFFIRMATIONS

	Vrai	Faux	ONSP*
La hausse des frais de scolarité va se poursuivre à un rythme élevé			
Les familles des étudiants du privé continuent à financer le système universitaire public			
Tous les enfants d'une famille peuvent bénéficier des avantages d'une business School privée			
Les étudiants français en Ecoles de Commerce sont surendettés comme leurs homologues américains			
La hausse des frais de scolarité des Ecoles de Commerce est en-dessous de l'inflation			
En dix ans les tarifs ont augmenté de plus de 100%			
Le maximum socialement acceptable est encore loin			
Le taux de placement vaut l'investissement			

Trouvez dans le texte les synonymes des mots suivants :

annulations :

augmentation :

handicap redoublé :

continuation :

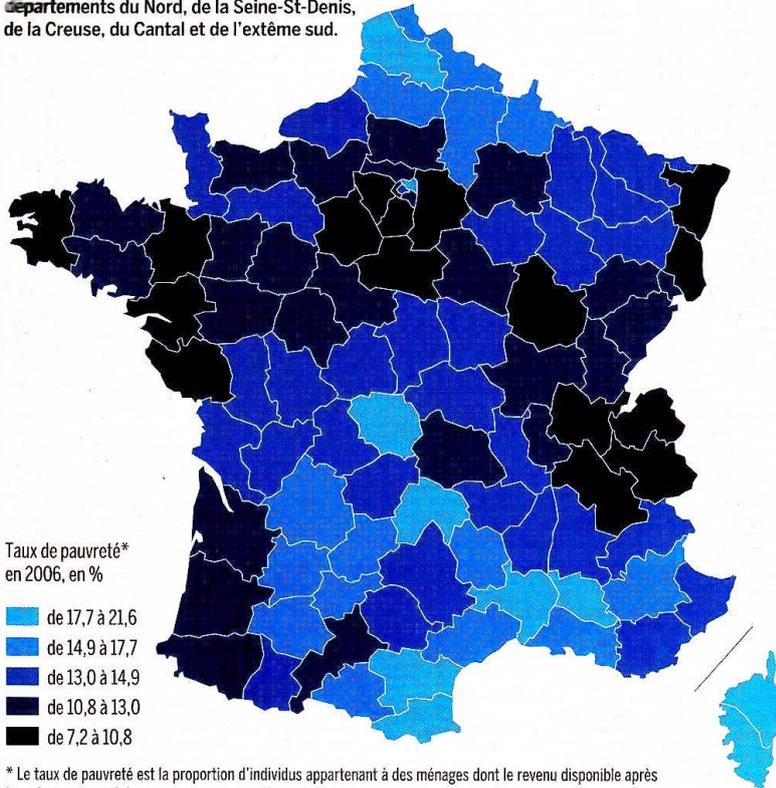
Relier les mots qui ont un lien logique en vous appuyant sur le texte .

Excellence	Retour sur Investissement
Coût	Désistement
Hausse	Cher
Prestations	Métier bien fait

REVENUS

La pauvreté plus forte au nord et au sud

La pauvreté varie en France selon les départements de 7,2 % à 21,6 %. Elle touche particulièrement les départements du Nord, de la Seine-St-Denis, de la Creuse, du Cantal et de l'extrême sud.



* Le taux de pauvreté est la proportion d'individus appartenant à des ménages dont le revenu disponible après transferts par unité de consommation est inférieur à 60 % de la médiane, soit 880 euros en 2006.

SOURCE : INSEE-FIP, 2006

18,5

pour cent. C'est l'écart de rémunération médiane annuelle nette en 2007 entre hommes et femmes. Le revenu médian est celui qui sépare les ménages en deux moitiés égales.

SOURCE : INSEE, DADS 2007

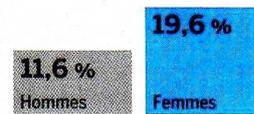
Les femmes toujours moins payées...

Rémunérations médianes annuelles nettes en 2007, en euros



... et plus souvent au smic

Salariés au smic, en %

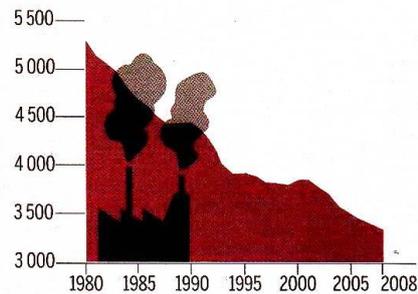


SOURCES : INSEE, DADS ET FICHIERS DE PAIE DES AGENTS DE L'ÉTAT, 2007

INDUSTRIE

Une désindustrialisation rapide

Evolution de l'emploi industriel en milliers d'emplois

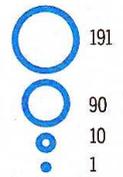


SOURCE : AFII, BILAN ANNUEL 2009

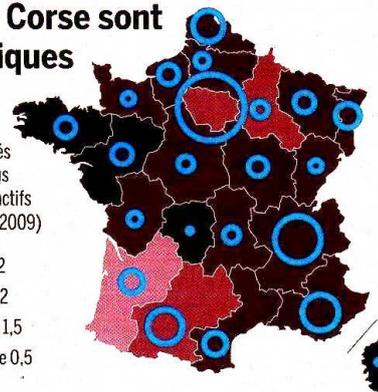
EMPLOI

Le Limousin et la Corse sont les moins dynamiques

Nombre de projets de création d'entreprise ou de filiale, en 2009



Emplois créés ou maintenus pour 1 000 actifs (population 2009)



SOURCE : AFII, BILAN ANNUEL 2009

Questions

1. Où se trouve la pauvreté en France?

.....

2. Quel est le seuil de pauvreté en 2006?

.....

3. Quelles sont les villes les plus riches?

.....

4. Qu'est-ce que le Smic?

.....

5. Est-ce que les femmes sont moins rémunérées que les hommes en moyenne?

.....

6. Pourquoi, selon vous?

.....

7. Où se trouve le Limousin?

.....

8. Est-ce que le dynamisme et la richesse coïncident?

.....

9. Traduisez:

Il lavoro di un uomo è più pagato di quello di una donna.

.....

Il centro è meno dinamico della regione parigina

.....

Il Nord è più toccato dalla povertà dell'Ovest.

.....

10. Comment dit-on en français:

Tasso

Occupazione

Reddito

Posto di lavoro

Pagare

Impresa

Annua

Spesso

Percento

Meno

En France, la pauvreté a légèrement augmenté en 2014

LE MONDE | 22.12.2015 à 23h59 • Mis à jour le 23.12.2015 à 07h19 | Par **Isabelle Rey-Lefebvre**

L'Insee révèle, dans une étude publiée mercredi 23 décembre, que le taux de pauvreté a légèrement augmenté en 2014, passant de 14 % l'année précédente, à 14,2% des ménages français qui vivent donc avec des ressources ne dépassant pas 1 002 euros (60 % du revenu médian) par mois et par unité de consommation*.

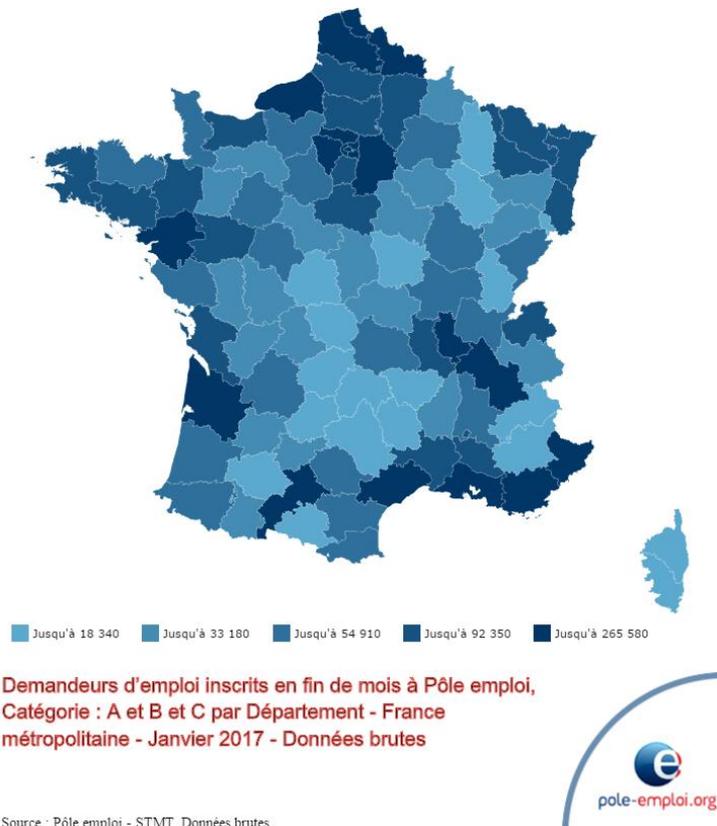
La pauvreté touche donc, aujourd'hui, en France, 4 millions de ménages, familles monoparentales en tête, soit 9 millions de personnes. Elle avait beaucoup empiré, entre 2008 et 2011, passant de 13 % à 14,4 % des 28 millions de ménages, puis régressé légèrement, en 2012 (14,3 %) et 2013 (14 %). Malgré cette aggravation, la France est, des pays européens, l'un des moins touchés par la pauvreté, certes plus que la Norvège (10,1 % en 2011) mais devant l'Allemagne (16,1 %) ou le Royaume-Uni (16,2 %).

Le chômage, principale cause

Cette dégradation se produit en dépit des mesures sociales et fiscales, par exemple la réduction de l'impôt sur le revenu des ménages modestes ou la revalorisation du Revenu de solidarité active (RSA) et du minimum vieillesse, prises par le gouvernement en 2014, et sans lesquelles le taux de pauvreté aurait encore enflé de 0,5 point.

Elle s'explique essentiellement par le chômage, toujours en hausse, et par la multiplication des périodes d'inactivité des travailleurs en contrat à durée déterminée ou en intérim, l'économie française manquant tout bonnement de croissance. Contrairement à ses voisins italiens, allemands ou anglais, la France n'a pas, pour tenter de résorber le chômage, choisi la voie de la baisse du salaire horaire, qui n'est donc pas en cause dans ces constats.

Le taux de chômage par département en janvier 2017



Compréhension

1. La pauvreté a diminué en 2014.

Vrai

Faux

On ne sait pas

2. Le seuil de pauvreté en 2014 est de 1002 euros.

Vrai

Faux

On ne sait pas

3. La pauvreté a beaucoup baissé entre 2008 et 2011.

Vrai

Faux

On ne sait pas

4. L'INSEE est l'équivalent français de l'Istat.

Vrai

Faux

On ne sait pas

5. L'unité de consommation est le ménage.

Vrai

Faux

On ne sait pas

6. La France est parmi les pays les plus touchés par la pauvreté en Europe.

Vrai

Faux

On ne sait pas

7. Les mesures fiscales et sociales diminuent le taux de pauvreté.

Vrai

Faux

On ne sait pas

8. Le chômage est la principale cause de la hausse du taux de pauvreté.

Vrai

Faux

On ne sait pas

9. L'autre cause, c'est que le salaire horaire a baissé.

Vrai

Faux

On ne sait pas

10. Que signifient les sigles suivants :

CDI

PIB

RSA

11. Où se trouvent les départements avec le plus grand nombre de chômeurs ?

.....

Pauvreté en France: les chiffres à connaître

Par Guillaume Poingt
Le Figaro, 13/09/2018

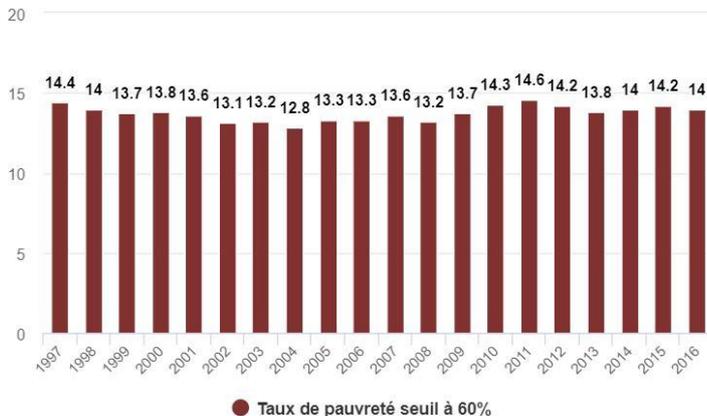
La France compte 8,8 millions de pauvres, selon l'Insee. Les familles monoparentales, les chômeurs, les jeunes, mais aussi les agriculteurs et les artisans commerçants sont particulièrement touchés. 65% des pauvres vivent dans les grandes villes.

● Un seuil de pauvreté à 1026 euros par mois

Selon l'Insee, le seuil de pauvreté monétaire en France s'élevait à 1026 euros par mois en 2016. Ce chiffre correspond à 60% du niveau de vie médian de la population. Le niveau de vie médian - qui sépare la population française en deux parts égales - était de 1710 euros par mois en 2016.

Le taux de pauvreté diminue légèrement

ÉVOLUTION DU TAUX DE PAUVRETÉ SEUIL À 60% FIXÉ EN 2016 À 1 026 EUROS PAR MOIS, IL CONCERNE 8,8 MILLIONS DE PERSONNES

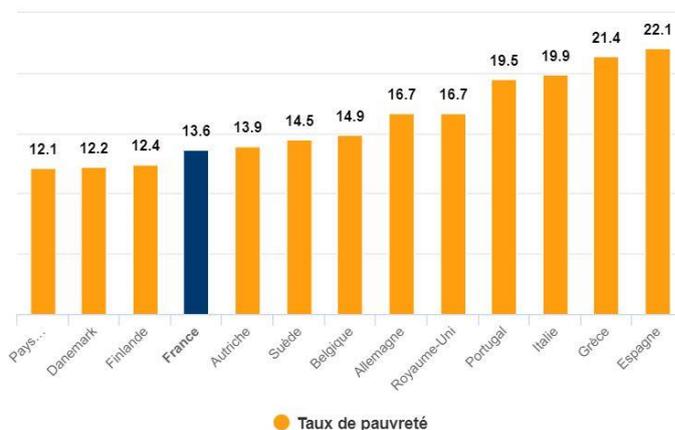


Source : Insee

Infographie LE FIGARO

million entre 2005 et 2015.

Taux de pauvreté par pays européen (en 2015)



Source : Eurostat

Infographie LE FIGARO

● 8,8 millions de pauvres

La France comptait 8,8 millions de pauvres en 2016, selon l'Insee. En d'autres termes, 8,8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire - qui s'élève donc à 1026 euros par mois - en 2016.

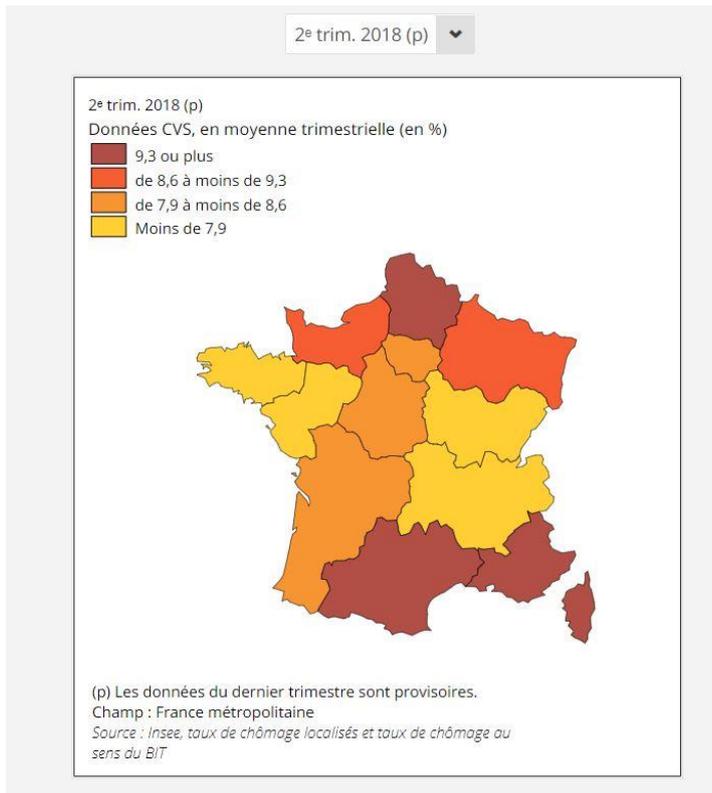
● Un taux de pauvreté à 14%

En 2016, le taux de pauvreté était de 14%, en baisse de 0,2 point par rapport à 2015. Au plus bas, en 2004, le taux de pauvreté français atteignait 12,8 %, contre 17,9 % en 1970. Malgré cette relative stabilité du taux de pauvreté, le nombre de pauvres a tout de même augmenté d'un

● Le taux de pauvreté en France est l'un des plus faibles d'Europe

Les données d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, permettent d'établir une comparaison au niveau européen. Cet organisme évoque le taux de risque de pauvreté, c'est-à-dire la part des personnes dont le revenu total du ménage disponible est inférieur au seuil de risque de pauvreté monétaire, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux.

Selon Eurostat, le risque de pauvreté en France atteignait 13,6% en 2015. Un chiffre inférieur aux taux de pauvreté allemand et britannique, par exemple.



● **38% des chômeurs vivent sous le seuil de pauvreté**

On peut mesurer le niveau de pauvreté selon le «statut d'activité». En 2016, 38,3% des chômeurs étaient pauvres. Du côté des inactifs de 18 ans ou plus, le taux de pauvreté des retraités est à un niveau faible (7,4%) tandis que celui des autres inactifs (dont les étudiants) atteint 31,1%. Le taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans reste à un niveau élevé (19,8%).

● **26% des moins de 30 ans sont pauvres**

Des données de l'Insee, qui datent de 2015, informent sur le taux de pauvreté en fonction de l'âge. En 2015, 25,7% des moins de 30 ans vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 7,4% des 65 ans ou plus.

● **Agriculteurs, artisans,**

commerçants: près d'un sur quatre est pauvre

Si on se penche sur le niveau de pauvreté en fonction de la catégorie socio-professionnelle (CSP), on s'aperçoit que les agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont davantage touchés par la pauvreté que d'autres CSP: leur taux de pauvreté était de 23% en 2015.

● **65% des pauvres vivent dans les grandes villes**

«65% des personnes pauvres vivent dans les grands pôles urbains, là où habitent aussi les plus riches et où les inégalités de revenus sont les plus élevées. La carte de France de la pauvreté fait surtout ressortir les grandes régions industrielles, la France des grandes villes et de l'immigration, au nord-est et autour de la Méditerranée» (Observatoire des inégalités, nov. 2017).

Compréhension

1. La pauvreté a diminué en 2016.

Vrai

Faux

On ne sait pas

2. Le seuil de pauvreté en 2016 est de 1710 euros.

Vrai

Faux

On ne sait pas

3. La pauvreté a beaucoup baissé entre 2008 et 2011.

Vrai

Faux

On ne sait pas

4. L'INSEE est l'équivalent français de l'Istat.

Vrai

Faux

On ne sait pas

5. La France comptait presque 9 millions de pauvres en 2016.

Vrai

Faux

On ne sait pas

6. La France est parmi les pays les plus touchés par la pauvreté en Europe.

Vrai

Faux

On ne sait pas

7. Les employés sont la catégorie la plus atteinte par la pauvreté.

Vrai

Faux

On ne sait pas

8. Le chômage est la principale cause de la hausse du taux de pauvreté.

Vrai

Faux

On ne sait pas

9. Les plus pauvres et les plus riches vivent dans les grandes villes.

Vrai

Faux

On ne sait pas

10. Que signifient les mots suivants :

seuil

mois

baisse

moins

taux

attendre

s'élever

atteindre

faible

sous

sur

Complétez l'article avec les mots suivants:

**aisés - au - budget - celles - croissance - de - en - est - et -
été - l' - logement - ménages - transport - on**

***Certains postes
de dépenses ont connu
de fortes hausses***

La hausse des prix varie largement selon les postes du..... . Ainsi, les dépenses liées au logement ont connu entre 1996 et 2007 une spectaculaire (p. 373). C'est aussi le cas des dépenses de santé et, sur longue durée, de (carburants).

Une approche complémentaire.... utile consiste à distinguer les dépenses « contraintes » de qui seraient « maîtrisables ». La première comporterait les frais de (loyers, charges, remboursements d'emprunts), de déplacement lieu de travail et d'autres dépenses à caractère obligatoire ou contractuel (assurances et mutuelles, forfaits bancaires ou de téléphonie, abonnements de transport...). accroissement des prix du premier type dépenses a plus élevé que celui des dépenses « libres », du fait notamment de la forte croissance de l'immobilier jusqu'... 2007, ou de celle des assurances complémentaires santé. En outre, leur part plus élevée pour les ménages modestes, ce qui correspond pour eux à une inflation supérieure à celle subie par les ménages plus..... .

Ce raisonnement comporte cependant une assez large part de subjectivité. Il est en effet difficile de définir une frontière objective entre les dépenses « libres » des et celles qui seraient « imposées ». S'il faut évidemment se loger, se transporter et s'assurer, peut le faire dans des conditions très différentes selon ses moyens et selon ses envies.

Le logement, nouvel indicateur des revenus

Où va la France?, n° spécial annuel *Le Monde*, août 2010

Le logement, nouvel indicateur des écarts de revenus

L'échelle des revenus en France, ne ressemble pas à l'idée que s'en font souvent les catégories les plus aisées. En 2005, le revenu médian, qui permet de partager la population en deux, s'élevait à 1225 euros pour une personne seule, 2300 euros pour un couple et 3170 euros pour une famille avec deux enfants de moins de 14 ans. Tous les ménages qui se situent au-dessus de ces seuils appartiennent à la moitié la plus riche de la population française. Il y a encore trente ans, l'alimentation était un facteur de distinction important entre les milieux sociaux. Mais au fil des ans, la part

du budget nourriture des Français les plus pauvres (les 20 % dont les revenus sont les plus faibles) s'est peu à peu rapprochée de celle des Français les plus riches (les 20 % dont les revenus sont les plus élevés) : de 1979 à 2006, l'écart entre les deux groupes est passé de 17 à 4,5 %. « *La part de l'alimentaire ne peut plus être, comme autrefois, considérée comme un bon indicateur du niveau de vie d'un ménage* », résume l'Insee dans son enquête « Budget de famille 2006 ».

Le logement a suivi une évolution absolument inverse : alors qu'il représentait, il y a trente ans, le même pourcentage du budget d'une famille, quels que soient ses revenus, il pèse aujourd'hui beaucoup plus lourdement sur les milieux défavorisés (25 % du budget contre 11 %). De 1979 à 2006, l'écart entre les Fran-

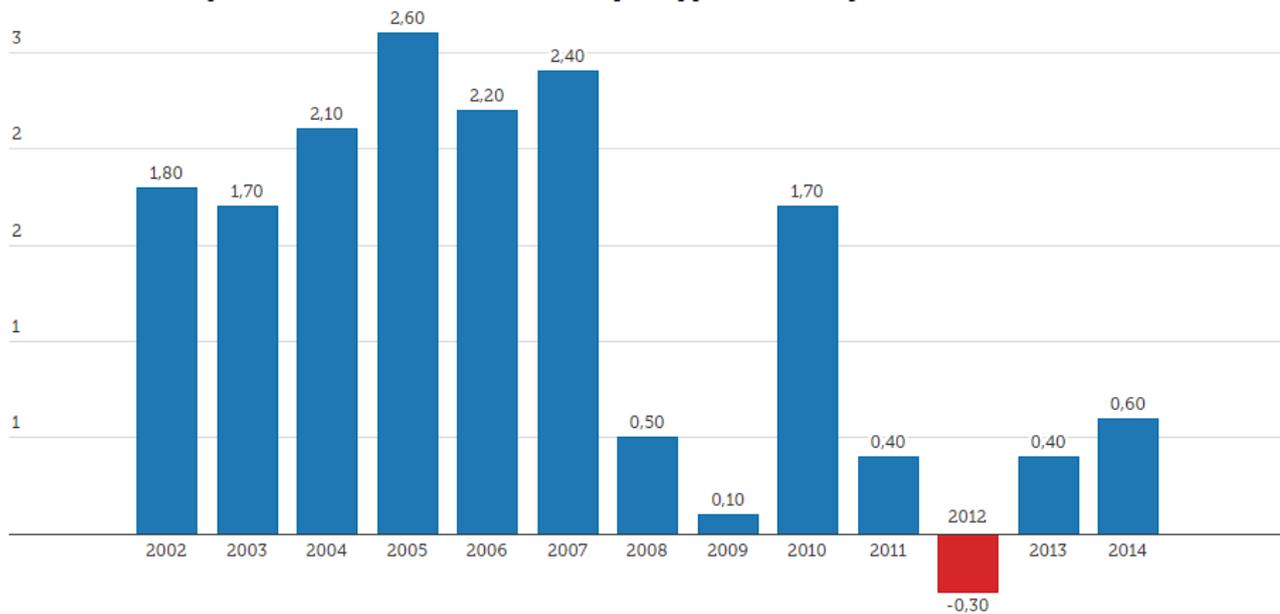
çais les plus riches et les plus pauvres a ainsi explosé, passant de 1,5 à 13,5 %. « *Aujourd'hui, le logement est le poste qui différencie le plus nettement les ménages en fonction de leur revenu* », constate l'Insee. Les dépenses d'habillement, de transports et de communications (courrier, téléphone, Internet) sont peu sensibles au niveau de vie. En revanche, le budget loisirs et culture est celui qui reflète le mieux les écarts de revenus : il représente 8 % du budget des familles modestes contre 14 % du budget des familles aisées. Pour le réfrigérateur, le four à micro-ondes ou la télévision, les différences entre les milieux sociaux se sont nettement résorbées au cours des vingt dernières années. Mais pour le lave-vaisselle ou l'ordinateur, le rattrapage est beaucoup plus lent. A. C.



Le Figaro, 21/03/2016

La consommation des ménages retrouve progressivement des couleurs

Évolution de la dépense de consommation finale en % par rapport à l'année précédente



LE FIGARO · fr

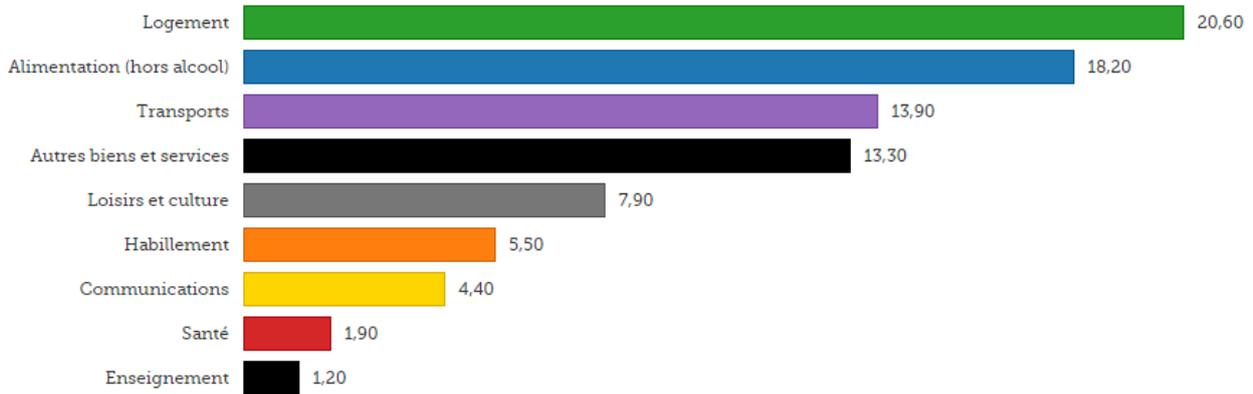
Source: [Insee, comptes nationaux - base 2010](#) avec Datawrapper

La dépense de [consommation des ménages](#) a continué de se redresser doucement en 2014 (+0,6%, après +0,4% en 2013 et -0,3% en 2012). Les Français ont retrouvé l'envie de faire les magasins, à la faveur d'un franc redressement de leur pouvoir d'achat (+1,1%) l'an dernier. Cette évolution intervient dans un contexte de prix stables. Résultat, le portefeuille des consommateurs respire un peu plus. L'Insee relève toutefois que ce rythme de croissance reste nettement inférieur à celui d'avant-crise. Début 2015, donc, la consommation est encore convalescente.

Transport, alimentation et logement: les principales dépenses des ménages

Structure de la consommation selon le niveau de vie - en %

1er quintile Moyenne 5eme quintile



LE FIGARO · fr

Source: [Insee, enquête Budget de famille 2011](#) avec Datawrapper

Bien que les disparités selon le niveau de vie s'atténuent au fil des ans en métropole, les écarts restent encore importants entre les ménages les plus aisés et les plus modestes, selon la dernière enquête Budget de famille de l'Insee, qui porte sur l'année 2011. En particulier pour les dépenses liées au transport et au logement. Le logement constitue le premier poste de dépenses des ménages du 1er quintile de niveau de vie (les 20 % les plus modestes), devant l'alimentation. Pour les ménages du 5ème quintile (les 20 % les plus aisés), ce sont les transports qui représentent le premier poste de dépenses (18,3 % de leur budget), suivis des autres biens et services.

La discipline par principe : la nouvelle norme du luxe

Le secteur des produits de luxe a maintenant entamé la deuxième partie de la «décennie du changement». La première moitié a été marquée par les consommateurs chinois et l'explosion de l'utilisation des technologies numériques. Nous entrons à présent dans la deuxième moitié de la décennie qui, selon nous, devrait être placée sous le signe de la discipline. L'environnement extérieur va être modifié dans un certain nombre de domaines cruciaux : l'évolution des comportements d'achat des consommateurs, la fusion des canaux de distribution et la complexité du modèle d'affaires, l'augmentation des voyages internationaux, l'importance croissante des consommateurs de la génération Y et l'impact continu de l'économie mondiale. Tous ces facteurs créent des opportunités pour le secteur des produits de luxe.

La demande en produits de luxe continue de croître de façon rentable

Le chiffre d'affaires des 100 plus grandes sociétés de produits de luxe du monde a poursuivi sa progression en dépit des difficultés économiques, bien que le taux de croissance soit inférieur à celui des années précédentes. Les marges bénéficiaires sont plus élevées que l'année précédente et la polarisation des résultats des entreprises est supérieure : elles sont plus nombreuses à afficher une croissance des ventes de produits de luxe et des marges bénéficiaires à deux chiffres, mais il y a également davantage de sociétés qui enregistrent une baisse des ventes à deux chiffres.

Deloitte, *Global Powers of Luxury Goods*, 2016

Le secteur du luxe en 2019

- **Les entreprises de luxe françaises ont vu leurs ventes décoller avec des taux de croissance à deux chiffres**
-
- Les 100 principaux fabricants de produits de luxe à l'échelle globale ont généré un chiffre d'affaires de 247 milliards de dollars US (+11%).
-
- LVMH, Kering et L'Oréal Luxe restent à la tête du classement Deloitte des plus grandes entreprises mondiales de produits de luxe.
- Les sept entreprises françaises qui figurent dans le top 100 ont vu leur croissance décoller au cours de l'exercice 2017, ayant doublé par rapport à 2016 et se positionnant comme second meilleur taux de croissance, à 18.7%.
- Les acteurs du luxe investissent massivement dans le marketing numérique et l'utilisation des réseaux sociaux pour attirer leurs clients.

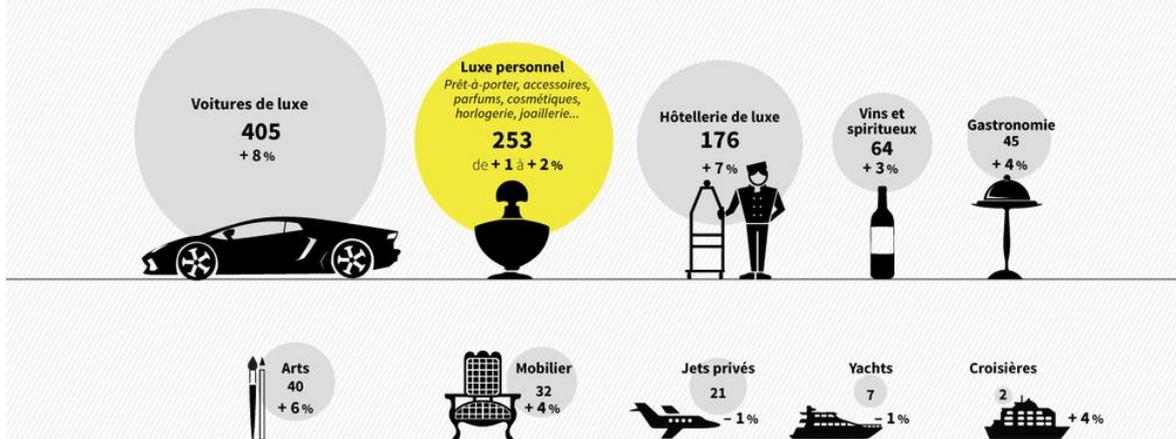
Deloitte, *Global Powers of Luxury Goods*, 2020 - Communiqué de presse



La planète luxe à la recherche d'un second souffle

Un marché global de plus de 1 000 milliards d'euros

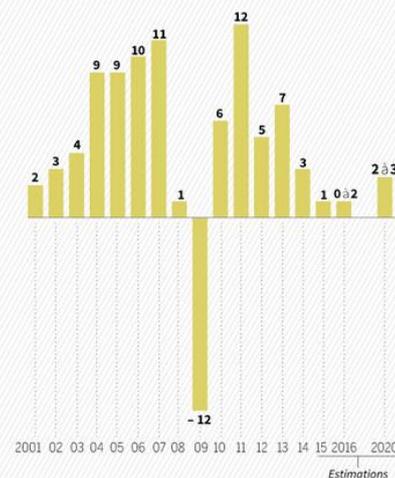
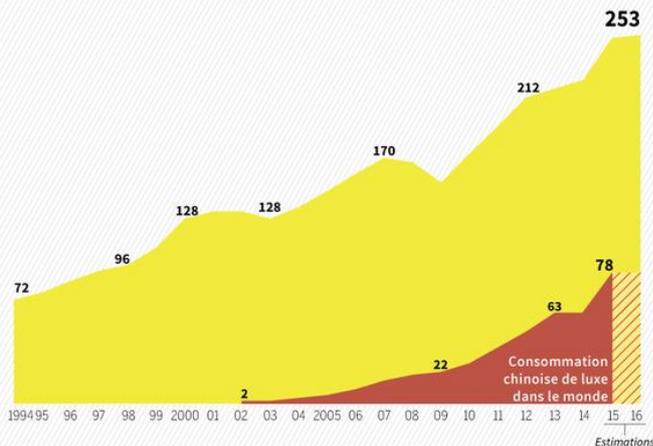
MARCHÉ MONDIAL DU LUXE EN 2015, EN MILLIARDS D'EUROS ET SA VARIATION (2014 - 2015), EN % À TAUX DE CHANGE CONSTANT



Le luxe, longtemps porté par la consommation chinoise

MARCHÉ MONDIAL DES PRODUITS DE LUXE PERSONNEL (prêt-à-porter, accessoires, parfums, cosmétiques, horlogerie, joaillerie...) EN MILLIARDS D'EUROS

CROISSANCE ANNUELLE, HORS EFFETS DE CHANGE, EN %



Questions

1. De quelle décennie (dans le tableau sur la consommation des produits de luxe) s'agit-il ici ?
.....
2. Par quoi a été caractérisée la première moitié de cette décennie ?
.....
3. Quels sont les pics que l'on peut remarquer dans le tableau sur « la croissance annuelle, hors effets de change, en % » ?
.....
4. A quoi est dû le pic négatif ?
.....
5. Qu'est-ce que la génération Y ?
.....
6. Que peut-on remarquer si l'on compare les deux moitiés de la décennie en question ?
.....
7. Quels sont les facteurs qui influent sur la consommation des biens de luxe ?
.....
8. Les difficultés comportent-elles des changements dans les affaires ? De quel type ?
.....
.....

Vrai ou faux

9. Pour les 100 plus grandes sociétés des produits de luxe du monde, les difficultés économiques n'ont pas compromis leur croissance.
 vrai faux
10. Ce sont les Etats-Unis qui dominent le secteur du luxe.
 vrai faux
11. L'agro-alimentaire ne rentre pas dans la catégorie des produits de luxe.
 vrai faux
12. Les consommateurs chinois ont une part de plus en plus importante dans le marché des biens de luxe.
 vrai faux

La richesse en France

Extrait de l'émission *Une semaine d'actualité*, Radio France Internationale, 09/06/2020
Rédactrice : Marion Perrard

Jérôme Bastion :

En France maintenant, on connaissait le seuil de pauvreté, mais l'Observatoire français des inégalités vient de créer un nouvel indicateur qui est le seuil de richesse. Objectif : avoir un outil d'étude précis pour donner à réfléchir sur la répartition des richesses dans le pays.

Et au total, et au final en France, on compte cinq millions de personnes qui vivent au-dessus de ce seuil. À quoi cela correspond-il exactement ?

Les réponses de Pauline Gleize.

Pauline Gleize :

L'Observatoire des inégalités a fixé son seuil de richesse à 3 740 euros par mois, après impôt, pour une personne seule. Cela correspond au double du revenu médian* en France. Au total, un peu plus de 8% de la population française est riche, selon ces critères, c'est l'équivalent à la part de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Presque autant de riches que de pauvres, mais 10% des plus aisés se partagent un quart de l'ensemble des revenus après impôts.

D'ailleurs, l'observatoire souligne que malgré sa politique fiscale, la France semble plaire aux très riches. Même après impôts, le pourcent le plus aisé du pays est plus riche que dans les autres États européens, exception faite de la Suisse.

L'Observatoire des inégalités s'est aussi penché sur la fortune en patrimoine. Il a établi son seuil de richesse à 490 000 euros, le triple du patrimoine médian et plus de 4,5 millions de ménages en possèdent davantage.

Alors, qui sont ces riches ? Les plus de 50 ans sont très largement majoritaires. Ils sont cadres supérieurs, juristes, médecins, conseillers financiers ou encore chefs d'entreprises. Parmi les 10% les plus riches, un tiers vit en région parisienne.

* Le revenu médian est le revenu qui divise la population en deux parties égales, c'est-à-dire tel que 50 % de la population ait un revenu supérieur et 50 % un revenu inférieur.

Test de compréhension

Cochez la ou les bonne(s) réponse(s).

1. Le journaliste annonce :

- la création du seuil de richesse.
- la modification du seuil de richesse.

2. Quel est l'objectif de l'indicateur de seuil de richesse?

- réfléchir aux mécanismes de solidarité.
- réfléchir à la répartition des richesses en France.

3. En France, combien de personnes vivent au-dessus de ce seuil ?

- 5 000 000
- 50 000 000

4. 3 740 euros par mois après impôt, c'est le seuil de richesse :

- pour une personne seule.
- pour un couple sans enfant.

5. Quel est la proportion de personnes « riches » en France ?

- un peu plus de 6%
- un peu plus de 8%

6. Par rapport aux personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté :

- c'est la moitié.
- c'est équivalent.
- c'est le double.

7. Pourtant, les 10% les plus riches perçoivent :

- un quart de tous les revenus après imposition.
- un tiers de tous les revenus après imposition.

8. Que dit la journaliste de la politique fiscale en France ?

- Elle fait fuir les grandes fortunes en Suisse.
- Il n'y a qu'en Suisse qu'on trouve des Européens plus riches.

9. Sur la fortune en patrimoine, on apprend que :

- le seuil de richesse est à 190 000 euros.
- le seuil de richesse est à 490 000 euros.
- plus de 4,5 millions de ménages sont au-dessus du seuil.
- plus de 5,4 millions de ménages sont au-dessus du seuil.

10. Que sait-on de ces riches ?

- La majorité a plus de 50 ans.
- La majorité a plus de 60 ans.
- Il y a des cadres et des professions libérales.
- Il y a des hommes politiques et de hauts fonctionnaires.
- Il y a beaucoup de retraités.

11. Parmi les 10% des Français les plus riches, un tiers :

- vit en région parisienne.
- vit sur la Côte d'Azur.

12. Lexique - Dans cet extrait, le patrimoine c'est :

- l'ensemble des biens que possède une personne.
- un ensemble d'œuvres d'art d'une grande valeur.

13. Lexique - Dans cet extrait, un ménage désigne :

- un couple sans enfant.
- les personnes qui partagent un logement.

« La publicité, puissant adjuvant de l'économie »

Sabine Effosse

Le Monde, 10 Octobre 2018

Dans le cadre des *Rendez-vous de l'histoire* consacrés à « La puissance des images », l'historienne Sabine Effosse retrace l'évolution de la publicité, de la réclame au big data.

« Âme du commerce » au XIXe siècle (dix-neuvième siècle), la publicité a accompagné depuis deux siècles l'essor de la société de consommation puis sa massification avant un retour, aujourd'hui, à une consommation plus individualisée. Puissant adjuvant de l'économie, visant à déclencher l'acte d'achat, la publicité s'inscrit dans des espaces géographiques et se diffuse à travers différents médias, dont le dernier-né, Internet, bouleverse la donne du secteur et ses acteurs historiques.

La publicité affine sa stratégie de persuasion et diffuse l'idée de « progrès » avec le miracle économique de l'après seconde Guerre Mondiale. Les plus grosses campagnes de l'époque reflètent la modernisation de la société et ses préoccupations : l'alimentation, l'hygiène et le confort domestique (« Moulinex libère la femme »). A cela s'ajoute une évolution majeure : le 1er octobre 1968, la télévision est autorisée à diffuser des publicités de marques. La conquête du « média-roi » inaugure une nouvelle étape et une première redistribution des parts de marché du secteur. Avec la privatisation, puis la multiplication des chaînes dans les années 1980-1990, la télévision devient le plus puissant des médias publicitaires.

Le bouleversement produit par Internet

Mais l'arrivée d'Internet bouleverse la donne. Outre la commodité du support – la publicité à portée de main –, Internet permet, à l'heure où la consommation est perçue comme un moyen de se réaliser sur le plan individuel, d'afficher de la pub « sur mesure », grâce aux données individuelles traitées par les algorithmes. Personnalisation, rapidité et immédiateté de la mesure de la performance font le succès de la publicité numérique.

En dix ans (2007-2017), les recettes publicitaires sur Internet progressent de 120 % et le numérique prend la tête des investissements publicitaires médias en France.

La progression de l'équipement en smartphones – l'iPhone sort fin 2007 en France – et de la fréquentation des réseaux sociaux – la version française de Facebook ouvre en 2008 – marque l'irruption de deux géants du Web dans le marché publicitaire : Google et Facebook. Cette transformation radicale, qui voit la régression des acteurs historiques, place le marché publicitaire à un moment charnière de son évolution. Alors que le Règlement général de protection des données (RGPD) de l'Union Européenne est entré

en vigueur en août 2018, la discussion sur le projet de règlement européen e-Privacy constitue désormais un enjeu de taille.

En proposant d'encadrer davantage l'utilisation des données et des « cookies » qui tracent l'activité de l'internaute, ce projet pourrait paradoxalement réserver l'accès aux données des e-consommateurs aux seuls géants du Web. En effet, ce règlement contraint les sites commerciaux qui utilisent des « cookies » à solliciter le consentement des internautes.

Ce consentement préalable permet certes de renforcer la protection de la confidentialité des « navigations », mais Google et Facebook n'en ont, hélas, pas besoin pour tout connaître de leurs utilisateurs. Dès lors, en faisant disparaître la capacité des autres acteurs publicitaires à accéder aux traces des e-consommateurs, cette asymétrie d'information va renforcer le monopole des plates-formes.

Compréhension et lexique

1. Questions sur le texte :

a) Quelle a été l'évolution du média-Roi en matière de publicité?

b) Comment la publicité s'est-elle modifiée avec l'adoption de technologies nouvelles?

2. Affirmations : Dites si les affirmations suivantes sont fausses ou vraies ou indécisées en vous appuyant sur le texte

Affirmations	Vrai	Faux	ONSP*
1. Il a fallu une décennie pour avoir une réglementation européenne de la publicité sur Internet			
2. Les constructeurs automobiles ont toujours été les plus gros clients de la publicité			
3. Le règlement e-privacy de l'UE a résolu (risolto) le problème avec efficacité			
4. Les grandes entreprises du Net, Facebook et Google sont les perdants de la Réglementation UE			
5. La protection des données privées est définitivement assurée par la Réglementation UE			
6. La publicité cherche toujours à influencer la consommation de masse			

(*) ONSP : On ne sait pas

3. Lexique : chassez le mot intrus

Cookies – smartphones - données - informations

Algorithmes – performances – internaute – numérique

5. Quel est le titre le plus pertinent pour ce texte (choisir une option) ?

- a) La publicité au risque de la privacy
- b) La publicité, puissant adjuvant de l'économie
- c) La publicité des journaux aux smartphones

6. Comment dit-on en Français les mots italiens suivants (les mots figurent dans le texte) :

Giganti :

Rete televisiva :

Digitale :

Consenso :

7. Trouvez dans le texte les synonymes des mots suivants :

Un instant décisif : :

La croissance :

Vitesse:

Le déséquilibre :

8. RELIER LES MOTS OU EXPRESSIONS SUIVANTES QUI ONT UN LIEN LOGIQUE avec le chiffre correspondant

1. Web	puissant
2. Masse	essor
3. Régression	navigation
4. Média	individu

Extrait sonore du Journal RFI 17/12/2018. Disponible à cette adresse :

<https://elearning.unimib.it/draftfile.php/3889/user/draft/87519524/taxe%20GAFa.mp3>

Taxe sur les GAFa !

Fait du jour

Transcription

Extrait du *Journal en français facile* du 17/12/2018

Zéphyrin Kouadio :

La France perd patience et taxera les GAFa dès le 1^{er} janvier prochain.

Joris Zylberman :

Alors, les GAFa, ce sont Google, Apple, Facebook et Amazon. Et Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie l'a annoncé, la France n'a pas réussi à obtenir d'accord pour l'adoption par l'Union européenne d'une taxe commune sur les géants du numérique.

Selon Bruno Le Maire, cette taxe sera donc appliquée par la France toute seule. Elle devrait rapporter 500 millions d'euros sur l'année 2019. Je vous rappelle qu'en ce moment, le gouvernement français cherche de l'argent pour financer les mesures sociales comme la hausse du SMIC, le salaire minimum, annoncées la semaine dernière par le président Emmanuel Macron.

Compréhension

Les GAFAs vont devoir payer une taxe :

- au début de l'année 2019.
- dans un an.

Quelles entreprises des GAFAs sont citées dans ce journal ? Google

- Microsoft
- Facebook
- Twitter
- Apple
- Airbnb
- Amazon

Pour imposer cette taxe, Bruno Lemaire, le ministre français de l'Économie, a proposé :

- un référendum en France.
- un accord européen.
- une convention avec les États-Unis.

Qui va finalement taxer les GAFAs ?

- la France
- le Royaume-Uni
- toute l'Union européenne

Combien devrait gagner la France en un an ?

- 5 millions d'euros
- 100 millions d'euros
- 500 millions d'euros

La France a besoin d'argent pour :

- rembourser sa dette à l'Europe.
- payer l'augmentation du salaire minimum.
- financer les prochains Jeux olympiques.

Quand le président Macron a-t-il décidé cette augmentation du SMIC ?

- au début de son mandat
- à la rentrée 2018
- la semaine précédente

Réécoutez l'extrait. Un peu de phonétique. Qu'entendez-vous à la place des mots soulignés ?

« La France s'impatiente ».

- perd patience
- prend patience

Un peu de grammaire : l'expression du temps. Que signifient les mots soulignés ?

« La France taxera les GAFAs dès le 1^{er} janvier prochain ».

- jusqu'au
- à partir du

Un peu de lexique. Quelle expression est utilisée à la place des mots soulignés ?

«[...] un accord pour l'adoption par l'Union européenne d'une taxe commune sur les GAFAs ».

- les industries de la Silicon Valley
- les géants du numérique
- les entreprises à la pointe de la technologie

Automobile : un marché en pleine évolution

TRANSCRIPTION

Le *Journal de l'économie* du 18 février 2020 - TV5MONDE

[Demet Korkmaz, journaliste :] Le Journal de l'économie sur TV5MONDE. Bienvenue à tous !

C'est un phénomène européen : le marché de l'automobile est **en repli**. Les changements réglementaires expliquent en grande partie cette **chute**. Depuis le début de l'année, l'Union européenne oblige effectivement les constructeurs à limiter leurs émissions de CO2, sous peine de lourdes **amendes**. D'autre part, les incertitudes liées au Brexit, ont également pesé. Si bien qu'en janvier, les ventes **ont reculé** de 7,5 %. Sur les principaux marchés européens, la France souffre particulièrement de ce contexte et enregistre le plus fort repli : moins 13,4 %, c'est **deux fois plus que** l'Allemagne, en recul de 7,3 %. L'Italie résiste mieux : 5,9 %, c'est **en dessous de** la **moyenne** européenne.

Vendredi dernier, la directrice de Renault avait annoncé n'avoir aucun tabou vis-à-vis d'éventuelles fermetures d'usines en France. Le groupe a enregistré une perte nette de plus de 140 millions d'euros. L'annonce suscite quelques inquiétudes. Bruno Lemaire, en déplacement à Bruxelles, a tenté de rassurer les salariés des sites français.

[Bruno Lemaire, ministre français de l'Économie :] Renault est une très belle entreprise française, c'est un des géants de l'industrie automobile mondiale. Il fait face, comme tous les constructeurs automobiles mondiaux, à des **défis** absolument considérables avec le véhicule électrique et le véhicule connecté. Et nous serons très vigilants, je le redis, sur la préservation de **l'emploi** et des sites industriels en France.

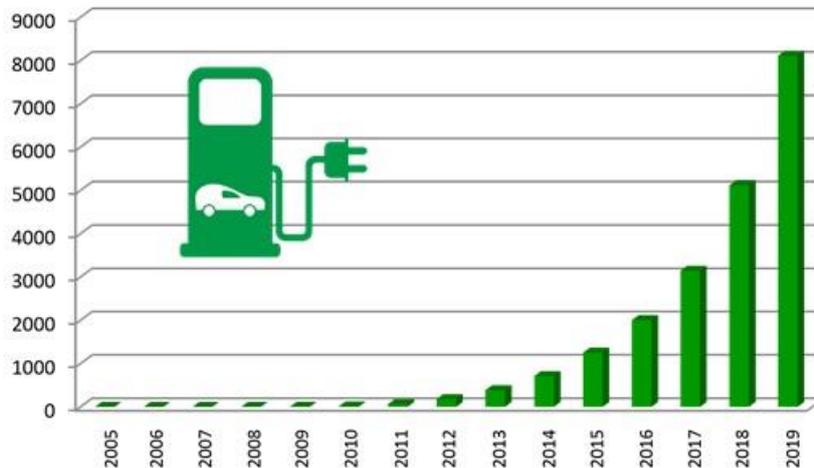
La vidéo de ce texte est consultable à cette adresse :

<https://elearning.unimib.it/pluginfile.php/812145/course/section/157674/March%C3%A9%20automobile%202020.mp4>

La marché de la voiture électrique Infographies

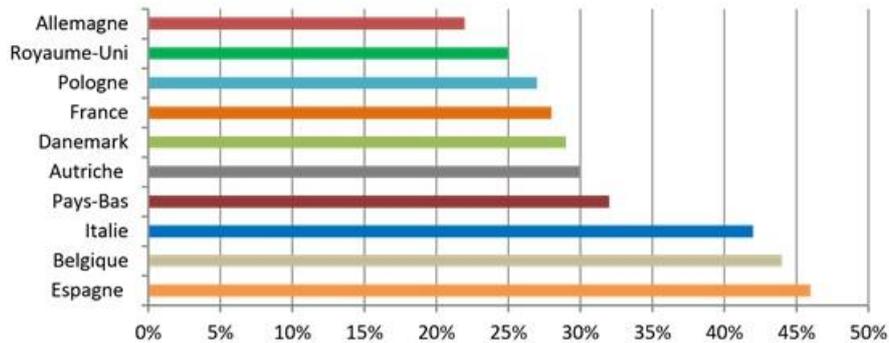
La voiture électrique gagne du terrain

Stock de voitures électriques dans le monde par année (en milliers)



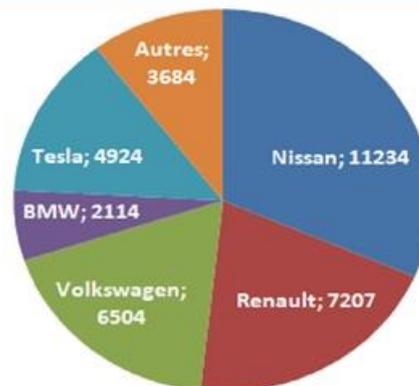
Qui veut une voiture électrique ?

Pourcentage de répondants pensant à acheter un véhicule électrique dans les 5 ans à venir



Les véhicules électriques les plus vendus en Europe

Répartition par constructeurs en 2020 (1^{er} semestre)



Test de compréhension

Depuis 2005, le marché international de la voiture électrique stagne.
 est en progression constante.
 affiche un léger repli.

D'ailleurs, entre 2016 et 2019, les ventes de véhicules électriques ont presque doublé.
 triplé.
 quadruplé.

Ainsi, en 2019, les ventes s'élèvent à 8 millions de véhicules.
 dépassent
 approchent

L'analyse des chiffres en Europe montre que, avec près de la moitié des personnes sondées, l'Espagne est le pays qui comptabilise autant d'acheteurs potentiels de voitures électriques.
 le plus
 le moins

En comparaison, l'Allemagne comptabilise à peu près autant d'acheteurs potentiels.
 deux fois plus
 deux fois moins

Concernant les ventes des principaux constructeurs de véhicules électriques pour le premier semestre 2020, c'est le japonais Nissan qui enregistre le même nombre de ventes.
 le plus grand
 le plus petit

Enfin, si l'on compare les trois grands constructeurs européens, on note que Volkswagen enregistre des ventes égales à celles de Renault, mais égales à celles de BMW.
 supérieures
 inférieures

Récession, dépression, rebond : tout savoir sur les fluctuations de l'activité économique

L'activité économique est toujours marquée par des fluctuations plus ou moins rapides et plus ou moins prononcées. On parle de phase de **croissance**, de récession, de dépression et de **reprise**. De quoi s'agit-il ?

La croissance, c'est lorsque l'activité économique **progress**. Cela se traduit notamment par le fait que le **PIB**, le produit intérieur brut, **augmente**. Le PIB mesure la richesse créée par l'économie d'un pays. Quand la croissance est de 2% par an, cela veut dire qu'à la fin de l'année la richesse du pays **a augmenté** de 2%.

La croissance s'accompagne en général **d'investissements** de la part des entreprises, de création **d'emplois**, d'une consommation dynamique des **ménages**, et d'une dose plus ou moins élevée d'inflation, c'est à dire une **hausse** générale des prix. La croissance peut être plus ou moins forte, **accélérer** ou **ralentir**. Elle peut aussi être interrompue. On parle alors de retournement ou de crise.

Une crise peut avoir différentes causes : **montée** des prix du pétrole en 1973, crise financière en 2008, pandémie en 2020. Elle se traduit par une **baisse** de l'investissement et de la consommation et d'une **augmentation** du chômage.

Et le **produit intérieur brut**, le fameux PIB recule. Si ce **recul** du PIB est bref, on va parler de trou d'air. S'il se prolonge sur au moins 6 mois, on parle alors de récession. La récession est donc un recul de l'activité économique sur deux trimestres de suite ou plus.

Quant à la dépression, c'est en quelque sorte une récession aggravée et durable. Ce terme est employé quand la **chute** de l'activité est particulièrement forte et que s'enclenche une spirale négative : **chute** de la consommation, **baisse** des prix de la production et des investissements, **hausse** des faillites et du chômage, et que le tout s'enchaîne et perdure. La période qui a suivi la crise économique de 1929 est connue comme la Grande Dépression.

Et la **reprise** ou le **rebond** ? Cette expression désigne le **redémarrage** de l'activité économique après une récession ou une dépression. Cette **reprise** nécessite souvent une action publique, celle des gouvernements par l'utilisation de la politique budgétaire, des investissements publics par exemple, et des banques centrales via la politique monétaire, **baisse** des **taux** d'intérêt notamment. Cette action publique est un facteur fondamental de la **reprise**, car elle permet le rétablissement de la confiance des ménages et des entreprises dans l'économie et dans l'avenir.

Lexique : exprimer l'augmentation et la diminution

Augmentation	Diminution
Augmenter → augmentation	Diminuer → diminution
Hausse (f.)	Baisser → baisse (f.)
Bond → rebond (m.)	Reculer → recul (m.)
Croissance	Chute (f.)
Progresser → progression	Ralentir → ralentissement
Redémarrer → redémarrage (m.)	
Reprise	
Accélérer → accélération	
Montée	

Rappel lexical

Il s'agit : si tratta

Lorsque → quand

PIB → Produit Intérieur Brut

Investir → **Investissement**

Emploi : impiego / posto di lavoro / occupazione

Consommation : consumo

Ménage : famiglia

Chômage : disoccupazione

Taux : tasso

Notamment : in particolare

Rétablissement : ripristino

Test

Replacez dans le texte les mots suivants:

atteint - beaucoup - crise - croissante - d' - depuis - des -
écart - il faut - moyenne - par - pays - un peu

L'état de crise

Les conséquences de la « _____ » sur les mentalités des habitants apparaissent étonnamment différentes selon les _____. Ainsi, dans une étude de février 2009 portant sur cinq pays européens, seuls 6 % des Allemands et des Néerlandais estimaient que la crise avait « _____ » d'incidence sur leur état d'esprit, contre 41 % des Italiens. On retrouvait cet _____ considérable à l'autre extrémité de l'échelle des réponses : 39 % _____ Allemands indiquaient qu'elle n'avait « pas du tout » d'incidence, contre seulement 7 % des Italiens.

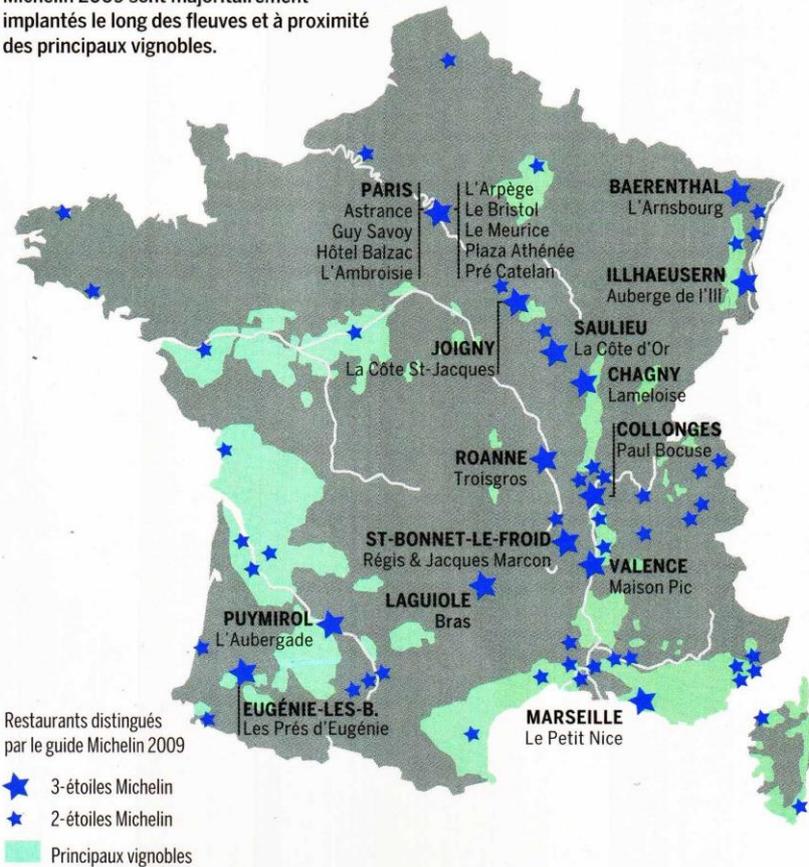
Si l'on considère les réponses « beaucoup » et « _____ », les Français paraissent les plus affectés par la crise : 72 % contre 51 % en _____ (et 29 % seulement en Allemagne). _____ autres enquêtes montrent que la France est en réalité le pays le plus _____ moralement par la « crise ». Mais _____ souligner que, dans l'esprit des Français, elle a commencé avant celle des *subprimes* de l'été 2007. Elle s'est installée dans la société _____ des années, avec le sentiment d'un appauvrissement collectif et individuel, qui s'est traduit _____ une méfiance _____ des citoyens envers les différents acteurs de la société. La « crise officielle » a donc été un traumatisme supplémentaire.

Meetic/Harris Interactive, février 2009

SOCIÉTÉ

La route des vins et des bonnes tables

Les restaurants distingués par le guide Michelin 2009 sont majoritairement implantés le long des fleuves et à proximité des principaux vignobles.



SOURCE : MICHELIN, 2009

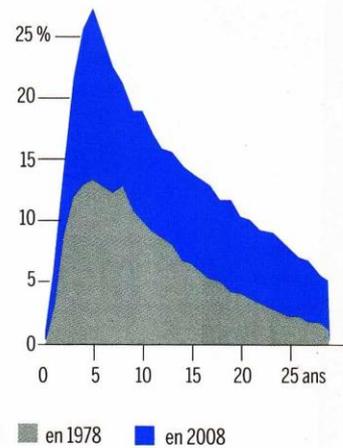
63,9

millions de personnes vivent en France en 2008, dont 62,1 millions dans l'Hexagone.

SOURCE : INSEE, ÉVALUATION PROVISOIRE, FIN 2008

Nous divorçons plus qu'avant

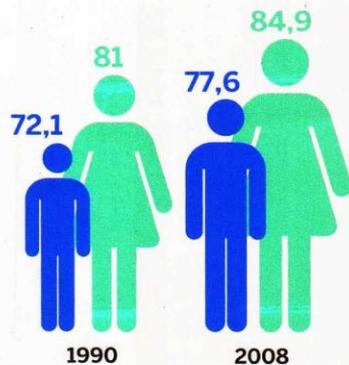
Taux de divorce selon la durée du mariage en France métropolitaine



SOURCES : MINISTÈRE DE LA JUSTICE ; INSEE

Nous vivons plus longtemps...

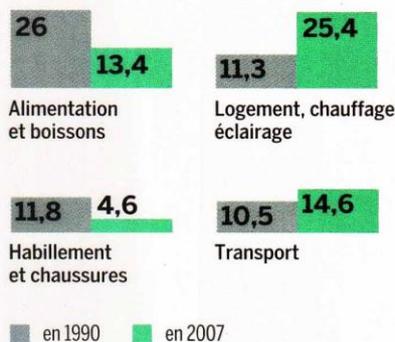
Espérance de vie hommes/femmes



SOURCE : INSEE

... nos dépenses changent...

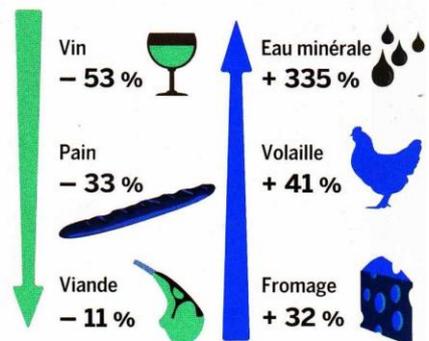
Poids dans la dépense de consommation en %



SOURCE : INSEE

... notre alimentation aussi

Evolution de consommation de 1970 à 2006 en %



SOURCE : INSEE

Infographie : Société – Manières de vivre

Questions

1. Quels sont les fleuves français?

.....

2. Où se trouvent-ils?

.....

3. Où se trouvent les meilleurs restaurants?

.....

4. Comment s'appelle le guide gastronomique français le plus prestigieux?

.....

5. Combien d'habitants y a-t-il en France?

.....

6. Qu'est-ce que l'Hexagone?

.....

Vrai ou faux

7. Les divorces ont augmenté depuis trente ans
8. Les hommes vivent moins longtemps que les femmes
9. Les hommes vivent plus longtemps qu'il y a trente ans
10. Les Français dépensent moins pour l'alimentation qu'il y a vingt ans
11. Mais ils dépensent plus pour la boisson.
12. Ils dépensent plus pour le logement et l'habillement
13. Et surtout ils dépensent plus pour l'éclairage et les transports.
14. Leur consommation de volaille a baissé.
15. Mais celle d'eau minérale a augmenté.
16. Ils mangent plus de pain et boivent plus de vin.
17. La consommation en viande a diminué.

Prenez note des chiffres présents dans le texte et prononcez-les.

Test de closure

Remplacez dans le texte les mots suivants:

argent ces de des dont enjeu entreprises
marché pourquoi qui qu'

Les Français hostiles au « marché »

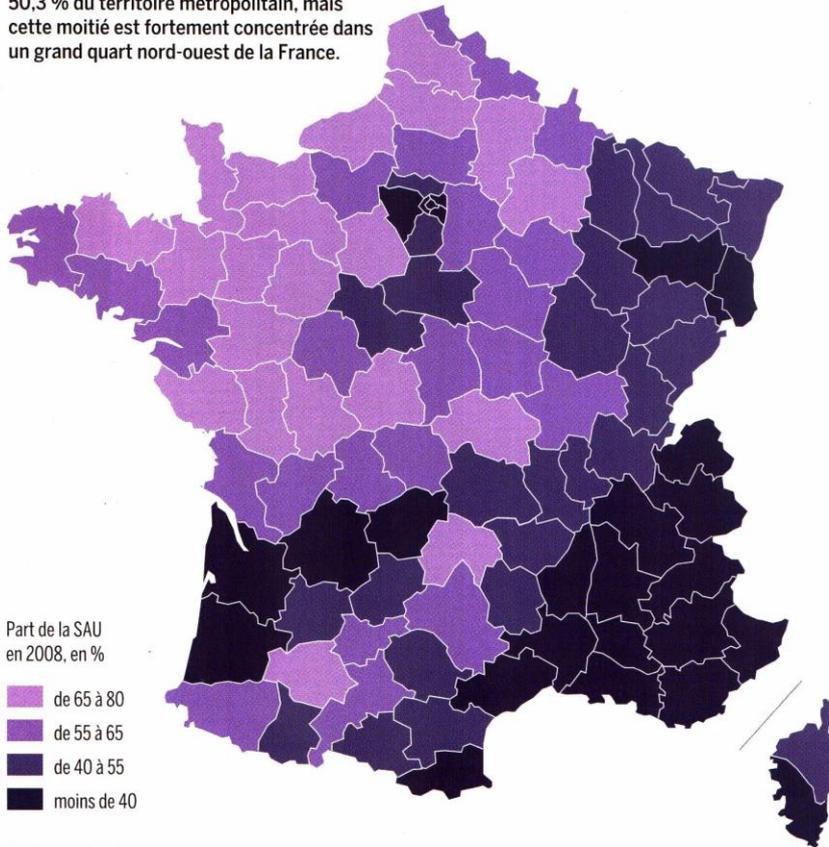
Les notions de _____, de libéralisme, de profit ou de marketing ont en France une connotation globalement négative, qui s'est renforcée avec la récession économique. Cette attitude s'appuie sur une culture ancienne et un rapport compliqué à l'_____. Dans l'opinion publique, l'idée de marché est associée de façon plus ou moins consciente à celle d'un ultralibéralisme économique _____ les abus et les dérives induisent un « déficit social ». Les techniques de séduction et de segmentation utilisées par les _____ (marketing, publicité...) sont souvent vécues par les Français comme des formes de harcèlement. _____ craintes ont été provoquées ou nourries par des pratiques qui n'étaient pas toujours vertueuses et _____ ont jeté le doute sur l'ensemble _____ entreprises. Elles se sont traduites par une prise de distance à l'égard des marques.

Pour beaucoup _____ Français, le « marché » est inquiétant par sa dimension, devenue planétaire. L'image des entreprises s'est ainsi détériorée en même temps _____ elles sortaient de leurs frontières d'origine. De nationales, elles sont devenues multinationales, et leur terrain d'action (leur « théâtre d'opérations », pour celles qui ont une vision guerrière de l'économie) est devenu « global ». Certaines sont aujourd'hui plus puissantes et plus riches que des États ; c'est _____ elles apparaissent potentiellement dangereuses. C'est de ces peurs qu'est né le mouvement anti-mondialiste, devenu altermondialiste, qui affirme qu'« un autre monde est possible ». Mais il reste à préciser ce qu'il peut être et à démontrer qu'il sera plus attrayant que celui qu'il est supposé remplacer. Enfin, il faudra proposer des façons concrètes de le mettre en place. C'est l'_____ des réflexions et des mutations en cours, accélérées par la crise économique.

AGRICULTURE

La moitié des terres est cultivée

La surface agricole utile (SAU) représente 50,3 % du territoire métropolitain, mais cette moitié est fortement concentrée dans un grand quart nord-ouest de la France.



SOURCE : AGRESTE

3,5

pour cent. C'est la part du secteur agroalimentaire dans le PIB en 2008. Il représentait 7 % du PIB en 1980. La France est le 1^{er} producteur européen et le 2^e mondial de produits agroalimentaires.

SOURCE : AGRESTE

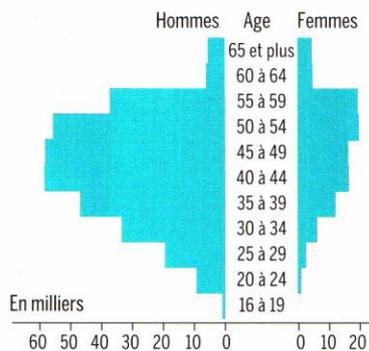
Les principales productions agricoles

- CÉRÉALES**
1^{er} producteur de l'UE
5^e producteur mondial
- BETTERAVES SUCRIÈRES**
1^{er} rang de l'UE
1^{er} rang mondial
- VIN**
2^e producteur mondial et de l'UE après l'Italie
- LAIT**
2^e rang de l'UE après l'Allemagne et 5^e rang mondial

SOURCE : LE MONDE

Des agriculteurs vieillissants...

Age des chefs d'exploitation*, en 2007

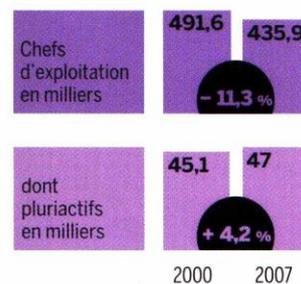


* Chefs d'exploitation et coexploitants des exploitations professionnelles

SOURCE : AGRESTE

... moins nombreux et pluriactifs

Près de 11% des chefs d'exploitation* ont une activité secondaire, en 2007



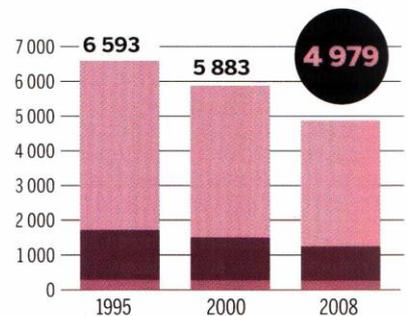
* Chefs d'exploitation et coexploitants des exploitations professionnelles

SOURCE : AGRESTE

PÊCHE

Un secteur secoué

Nombre de navires actifs en France métropolitaine



Taille des navires

■ moins de 12 m ■ de 12 à 24 m ■ plus de 24 m

SOURCE : FRANCEAGRIMER (FILIÈRE DE LA PÊCHE)

Questions

1. Que signifie SAU?
.....
2. Quelle est la SAU en France?
.....
3. Dans quelles régions surtout?
.....
4. Que signifie PIB?
.....
5. 3,5%, c'est la part de quoi?
.....
6. Est-ce un secteur important en France?
.....
7. Est-ce qu'il augmente?
.....
8. Trouvez la question qui correspond à la réponse. Exemple: - La France. - Quel est le premier producteur de céréales de l'UE?
L'Italie
L'Allemagne
La France
9. Que signifie l'expression "être pluriactif"?
.....
10. Pourquoi les exploitants agricoles ont-ils une activité secondaire?
.....
11. Pourquoi la pêche est-elle un secteur "secoué"?
.....
12. Est-ce que les navires de pêche ont augmenté?
.....
13. De combien ont-ils diminué?
.....

L'agroalimentaire grossit les rangs de l'emploi en France

Selon l'Association nationale des industries alimentaires, le secteur a créé 4 491 postes en 2017. Son chiffre d'affaires global, lui, a crû de 3,9 %.

LE MONDE | 20.03.2018 à 11h01 | Par Laurence Girard

L'industrie alimentaire continue de créer des emplois en France – 4 491 en 2017, selon les chiffres rendus publics, mardi 20 mars, par l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA). De quoi conforter sa place de premier pourvoyeur d'emplois dans l'Hexagone, avec 429 079 salariés directs.



Cette dynamique s'explique d'abord par un tissu formé essentiellement de TPE et de PME, c'est-à-dire de petites structures, qui représentent 98 % des 17 647 entreprises référencées dans le secteur. D'où la faible part de l'exportation dans le chiffre d'affaires par rapport à d'autres secteurs industriels. En moyenne, l'export

représente 21 % des ventes des entreprises agroalimentaires.

Autre signe positif pour l'agroalimentaire, son chiffre d'affaires global a progressé de 3,9 % en 2017, à 180 milliards d'euros. Les prix n'ont guère bougé, avec une déflation de 0,1%, après un trou d'air de - 1,2 % en 2016. La courbe des volumes de production se redresse également, avec un repli limité à 0,4 % contre - 1,3 % un an plus tôt.

Toutefois, malgré tous ces signaux de reprise, l'ANIA tire le signal d'alarme. Elle met en exergue les incidences négatives, pour l'industrie agroalimentaire, de la guerre des prix que se livrent les grandes enseignes.

Sur quatre ans, entre 2014 et 2017, elle chiffre la déflation à 3,7 %, soit une destruction de valeur estimée à 4 milliards d'euros. L'an dernier, plusieurs rayons ont encore vu leurs prix orientés à la baisse (épicerie salée et sucrée, eaux et sodas, bière, cidre, spiritueux).

La guerre des prix perdue

En parallèle, les matières premières sont reparties à la hausse, enregistrant une progression moyenne de 12 %. Résultat : les marges des entreprises agroalimentaires ont été sous pression et le taux de marge s'est érodé à 41,4 % au troisième trimestre de 2017.

L'ANIA estime que, malgré les engagements pris lors des Etats généraux de l'alimentation et la charte signée par les acteurs, la guerre des prix perdue entre les enseignes en 2018.

L'industrie alimentaire a donc des attentes fortes avec le projet de loi censé rééquilibrer les relations commerciales et présenté le 31 janvier. Elle milite pour le relèvement du seuil de revente à perte de 10 % – une mesure qui obligerait les enseignes à prendre en compte leurs coûts logistiques dans leur prix – et pour l'encadrement des promotions.

A l'argument de Leclerc, qui estime que ces mesures obéiraient le pouvoir d'achat des Français, l'ANIA répond en affirmant que ledit pouvoir d'achat est davantage lié à l'évolution de leur salaire qu'aux achats alimentaires et que le budget alimentaire ne représente que 9,9 % des dépenses des ménages. Elle chiffre à 50 centimes par mois et par personne le coût des mesures du projet de loi.

Questions

1. Est-ce que l'agroalimentaire est le principal fournisseur d'emplois en France ?
.....
2. Est-ce que son chiffre d'affaires a baissé en 2017 ?
.....
3. Pourquoi est-ce que l'export ne représente qu'un cinquième de son chiffre d'affaires ?
.....
4. Le secteur a-t-il récemment connu une période de crise ?
.....
5. Malgré la reprise, quel est le principal problème du secteur ?
.....
6. Citez des grandes enseignes françaises.
.....
7. Quelle est la principale conséquence de cette guerre des enseignes ?
.....
8. Que propose l'Association Nationale des Industries Agroalimentaires pour contrer cet obstacle ?
.....
9. Ces mesures ne risqueraient-elles pas de menacer le pouvoir d'achat des ménages ?
 - a).....
 - b).....
10. Quel pourcentage l'agroalimentaire représente-t-il dans les dépenses des ménages ?
.....
11. Le pouvoir d'achat est plus lié à l'évolution des salaires qu'aux achats alimentaires. Cette affirmation est-elle vraie ou fausse ?
.....
12. Que signifie les acronymes PME et TPE ?
.....

Campagne pour l'éducation du consommateur

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
novembre 2018

LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

et les contes de l'antigaspi

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION



gaspillagealimentaire.fr

LE GASPILLAGE
ALIMENTAIRE
DANS LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES
REPRÉSENTE EN FRANCE :

20 kg

DE DÉCHETS PAR AN
ET PAR PERSONNE

SOURCE : ADEME



MAÎTRE
CORBEAU
NE LAISSERA
PLUS TOMBER
SON FROMAGE

DONT :

7 kg

DE DÉCHETS
ALIMENTAIRES
NON CONSOMMÉS
ENCORE EMBALLÉS

SOURCE : ADEME



BLANCHE
NEIGE
AURAIT DÛ
CROQUER
UNE POMME
MOCHE



QUAND
PEAU D'ÂNE
PRÉPARE
SA GALETTE
LE PRINCE
N'EN PERD PAS
UNE MIETTE



PETIT
POUCET
A COMPRIS
COMBIEN
LE PAIN
EST PRÉCIEUX

LE COÛT
DU GASPILLAGE
ALIMENTAIRE EN FRANCE
EST ESTIMÉ ENTRE

100 et 160 €

PAR AN ET PAR PERSONNE
SOIT DE 12 À 20 MILLIARDS
D'EUROS

SOURCE : ADEME



À MINUIT
LE POTIRON
DE CENDRILLON
FERA UN BON
BOUILLON

DANS LE MONDE,
ENVIRON

1/3

DES ALIMENTS DESTINÉS
À LA CONSOMMATION
HUMAINE EST PERDUE
TOUT AU LONG DE LA
CHAÎNE ALIMENTAIRE

SOURCE : FAO

LES FRANÇAIS À TABLE

Au royaume de la grande cuisine, on a gardé l'habitude de mettre le couvert entre midi et deux. Seuls 11 % des Français sautent la pause déjeuner contre 35 % des employés américains, 45 % de nos voisins britanniques. C'est donc un savoir-vivre bien de chez nous. Même si, au fil du temps, les habitudes ont évolué. Finis, la nappe à carreaux, les harengs-pommes à l'huile et le quart de rouge. Au menu, en 2016 : manger rapide et moins cher. Recette numéro 1 : le fait maison. 35 % des salariés mangent le midi ce qu'ils ont rapporté de chez eux. Ensuite vient le classique sandwich. 25 % des repas, près d'un milliard trois d'unités vendues en 2014. La cantine a moins la cote. Les Français ne sont plus que 20 % à y pousser leur plateau. Pour 63 % des Français, le repas de midi coûte moins de 5 €. Manger moins cher, mais aussi manger plus vite. 44 % des actifs se donnent 20 à 30 minutes maxi pour déjeuner. 27 % ne s'offrent même qu'un repas éclair. Moins de 20 minutes pour avaler quelque chose.

TEST DE COMPRÉHENSION

→ Reliez les images aux expressions.



- | | | | | | | |
|-----|-----------|-----|------------------------------|-----|----------------|-----|
| • • | Le matin, | • • | je prends mon déjeuner | • • | à la maison. | • • |
| • • | Le midi, | • • | je prends mon petit déjeuner | • • | au restaurant. | • • |
| • • | Le soir, | • • | je prends mon dîner | • • | à la cantine. | • • |



→ Cochez les bonnes réponses.

- C'est une vidéo sur le petit déjeuner le déjeuner le dîner des Américains. Britanniques. Français.

→ Soulignez les bonnes réponses.



a. 11 % des Français ne travaillent pas / ne déjeunent pas.



b. Pour le déjeuner, les habitudes des Français n'ont pas évolué / ont évolué.



c. 35 % des Français mangent un plat commandé au restaurant / préparé à la maison.
25 % des Français mangent un sandwich / une pizza.
20 % des Français mangent à la maison / à la cantine.



d. Pour le déjeuner, les Français préfèrent payer moins / plus cher.



e. Beaucoup de Français font une pause déjeuner d'une heure / de 30 minutes environ.

→ Cochez le bon résumé.

- a. Les Français aiment bien manger le midi.
 b. Le midi, beaucoup de Français mangent vite et pas cher.
 c. Les Français veulent plus de temps pour bien manger le midi.

→ Décrivez le repas du midi dans votre pays : on déjeune où ? En combien de temps ? On mange quoi ?

“Les gens ont du mal à savoir ce qu’ils ont en commun”

Entretien avec Didier Lapeyronnie
Propos recueillis par Luc Bronnier

Nous vivons dans une société archipel. Les distances sociales, raciales, sexuelles, normatives s’accroissent. Au point que les gens ont du mal à savoir ce qu’ils ont en commun. Dans le monde industriel, c’était relativement simple : ce qui faisait société, c’était le travail, l’usine, les syndicats... Aujourd’hui, qu’est-ce qui fait société ? L’école ? Elle est devenue un enjeu de lutte de classes, une gigantesque machine à trier – à humilier, si on se place du point de vue des « jeunes des quartiers ». La politique ? L’abstention montre que la fracture politique est monumentale et qu’une grande partie des habitants n’ont pas le sentiment d’être vraiment des citoyens. La ville ? Quand vous traversez la France par les routes nationales, vous constatez que les centres des villes moyennes ou petites ont été vidés de leurs habitants et que les lotissements tout autour se sont multipliés. Comme si la structure sociale, à la fois urbaine, institutionnelle et commerciale, qui faisait le lien avait disparu. La société française était structurée autour d’un cœur – le centre-ville – qui a presque disparu, où ne restent souvent que les administrations locales et parfois les plus pauvres. Nous sommes dans une société du lotissement, une société de l’entre-soi et de la mise à distance, de l’émiettement, pas de la rencontre.

Les élites, intellectuelles et politiques, ont-elles pris conscience de cette évolution ?

Il y a un éloignement important du monde institutionnel et du monde populaire. Les habitants ne perçoivent plus l’école comme leur école. Idem pour la police. Voire pour les travailleurs sociaux et les agences de l’emploi, parfois perçus comme des barrières plus que des tremplins. Ce décalage est d’autant plus fort dans les quartiers que la politique française bute toujours sur la diversité. Il y a bien quelques représentants symboles des minorités ethniques mais aucun représentant des quartiers. Finalement, alors qu’il y avait eu un espoir dans les années 1980, rien n’a émergé en trente ans. Ce vide politique, ce sentiment de distance, donne aux habitants des quartiers l’impression de vivre sur des îles abandonnées.

Test

Donnez les réponses aux questions suivantes d'après le texte que vous avez lu.

- 1, Qu'est-ce qu'une société archipel?
 - Une société qui regroupe les citoyens
 - Une société où vivent des groupes de citoyens isolés les uns des autres
 - Une société où les citoyens communiquent d'un groupe à l'autre

2. Dans cette société, les distances entre citoyens sont à la hausse.
Vrai Faux

3. Par le passé, c'était la famille qui faisait le lien dans la société.
Vrai Faux

4. Aujourd'hui, c'est l'école républicaine qui rapproche les citoyens.
Vrai Faux

5. L'abstention aux élections a beaucoup augmenté.
Vrai Faux

6. Les électeurs qui ne votent pas n'ont pas l'impression d'être des citoyens.
Vrai Faux

7. Mais la ville reste un centre d'échanges entre les communautés.
Vrai Faux

8. Quel était le coeur de la société française?
 - L'école
 - Le travail
 - La ville

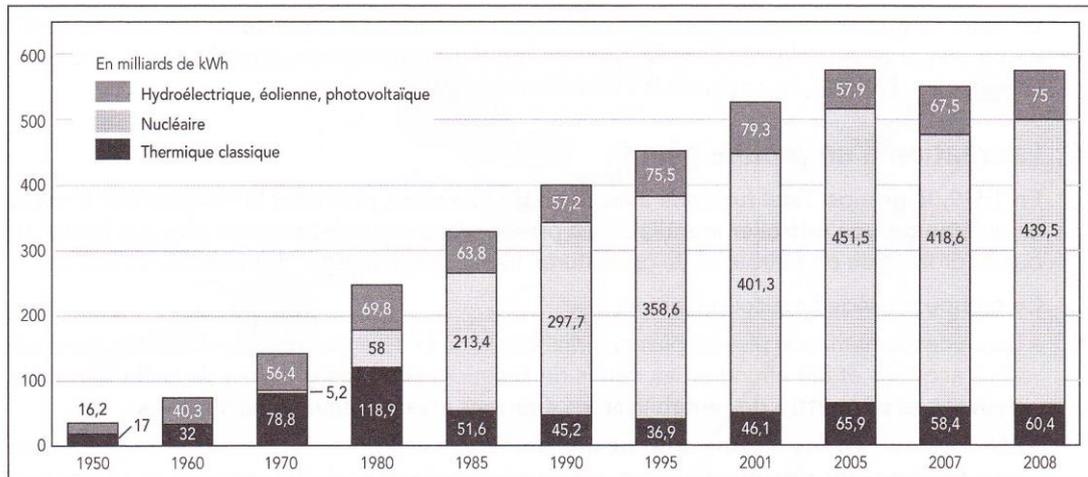
9. Selon Didier Lapeyronnie, le lotissement urbain est
Un mal Un bien

10. Le contraire d'une société archipel, ce serait
 - Une société de l'émiettement
 - Une société de la fracture
 - Une société de la rencontre

57

L'électricité en France

L'évolution de la production française d'électricité de 1950 à 2008



À plus d'un titre, l'électricité tient une place originale. **En utilisant essentiellement les ressources nationales, elle permet d'atténuer la dépendance énergétique.** La forte croissance de la consommation ne permet pas d'absorber une production de plus en plus importante liée au développement du nucléaire. **La France est ainsi devenue le premier exportateur européen d'électricité.**

1 Une place originale dans les différentes sources d'énergie

A. EDF, un géant mondial de l'énergie

EDF produit, transporte et distribue de l'électricité. Ses activités se sont considérablement étendues à l'étranger (47 % du chiffre d'affaires en 2008 dont 45 % en Europe). C'est le premier groupe de distribution d'électricité dans le monde. L'entreprise présente en Asie, en Amérique et en Afrique recentre ses activités sur l'Europe. Implantée dans beaucoup de pays européens, elle est devenue le premier fournisseur de courant au Royaume-Uni. Elle contrôle la société italienne Edison qui est, dans son pays, le deuxième électricien et le troisième gazier.

En novembre 2005, **EDF entreprise publique a ouvert une partie de son capital (13,25 %) aux investisseurs privés.** EDF n'a plus le monopole du marché français en vertu des directives européennes. **En partie ouvert à la concurrence en ce qui concerne les entreprises, le marché est totalement ouvert, y compris pour les particuliers, depuis 2007.**

EDF n'est pas le seul producteur d'électricité en France. Parmi d'autres producteurs on peut citer : la Compagnie nationale du Rhône, l'Espagnol Endessa, troisième producteur d'électricité en France qui a absorbé la société exploitant les centrales de Charbonnages de France.

En 2008, EDF a produit 484 milliards de kWh, sur un total de 574 milliards.

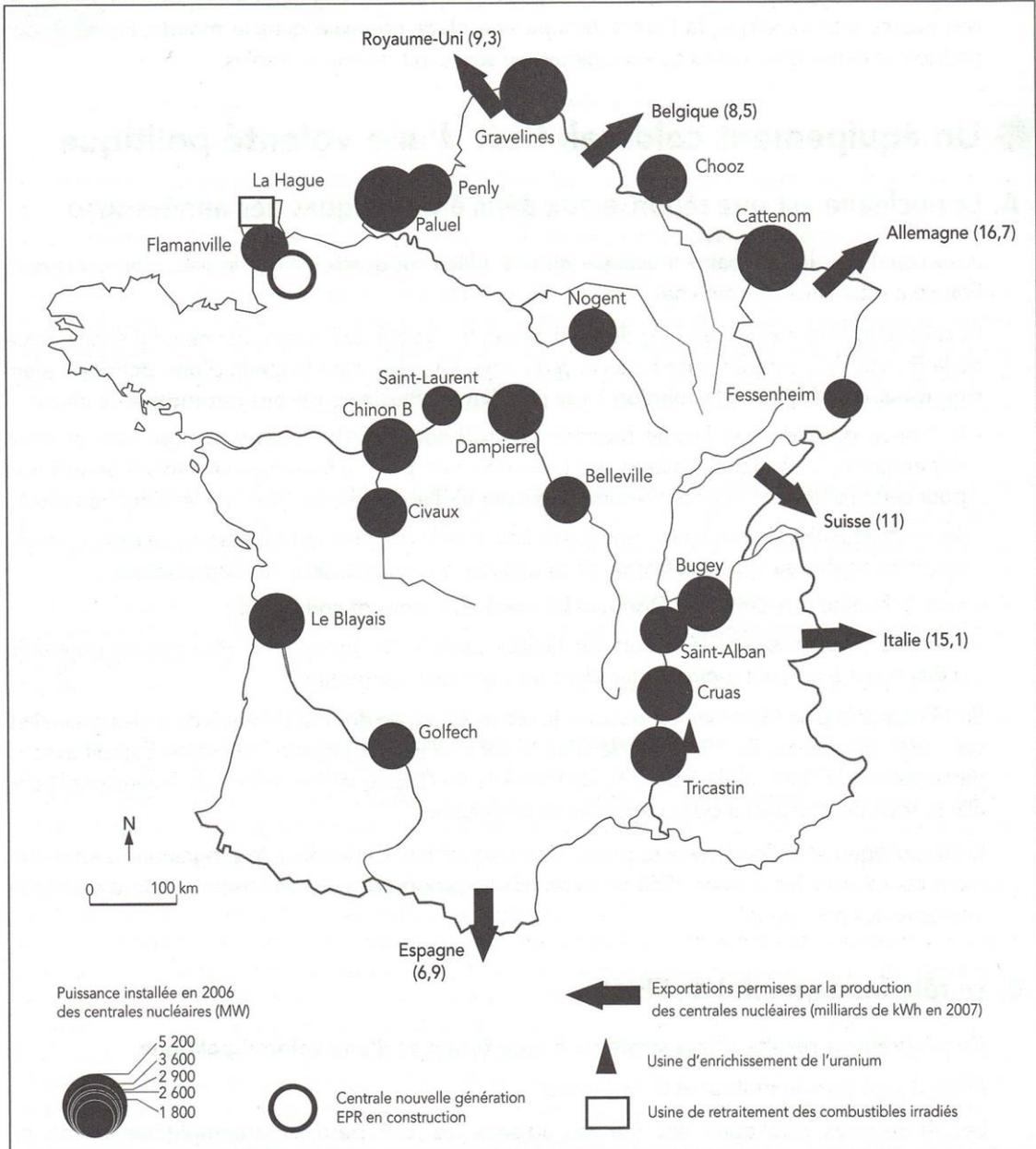
B. Une forte progression de la production

La consommation ne cesse d'augmenter. La croissance, très rapide durant les Trente Glorieuses, demeure soutenue depuis le début des années 1980.

La production française (574 milliards de kWh) se situe au septième rang mondial et au deuxième rang européen.

Jusqu'au début des années 1980, l'électricité d'origine hydraulique et thermique classique a fourni l'essentiel de la production. Depuis, le nucléaire a pris la relève en reléguant les autres au rôle de sources d'appoint.

L'énergie nucléaire en France en 2006



2 Le rôle essentiel du nucléaire

A. Dans la production d'énergie

La France est, après les États-Unis, au deuxième rang dans le monde (16 % de la production mondiale) pour la production d'électricité d'origine nucléaire. En 2008, celle-ci représente près de 77 % de la production nationale d'électricité.

La montée en puissance du nucléaire depuis vingt ans a permis de faire face à la croissance de la consommation et de réduire la dépendance énergétique.

Grâce au nucléaire, la France, en 2008, a exporté 58,7 milliards de kilowattheures vers les pays voisins. Le prix du kilowattheure est un des moins chers du continent.

Le développement du nucléaire a permis à des régions pauvres en énergie de devenir de grosses productrices d'électricité (Centre).

B. La France occupe une place originale dans le monde

La France est le seul pays au monde où le nucléaire joue un tel rôle dans la production d'électricité.

C. La France exporte ses technologies

L'avance technologique prise est importante. Cela permet de participer à l'équipement d'autres pays (Chine, Taïwan, etc.), d'exporter des biens d'équipement, de vendre des brevets et des services.

Areva, groupe formé en 2001, réunit les activités de la Cogema (production et retraitement du combustible) et de Framatome (construction de chaudières et de réacteurs). Il est le premier opérateur nucléaire dans le monde, le seul à intégrer la totalité des filières de l'extraction d'uranium et la construction de centrales jusqu'au retraitement du combustible. Avec 20 % de la production mondiale, il se situe au premier rang pour la fourniture du combustible nucléaire. Via Framatome, Areva qui a repris la division nucléaire de l'allemand Siemens est au premier rang en ce qui concerne l'installation des réacteurs (1/3 de la puissance installée dans le monde).

3 Un certain nombre de questions se posent

A. Les problèmes écologiques

Les préoccupations écologiques et les questions de sécurité, bien que déjà très présentes auparavant, se sont accentuées avec la catastrophe de Tchernobyl. Le programme électronucléaire rencontre une opposition, qui, bien que moins forte que dans d'autres pays, est réelle.

Parmi les nombreux problèmes posés, on peut évoquer :

- la question du devenir des déchets radioactifs, qui ne peuvent être éliminés et doivent être stockés ; des études sont en cours pour pouvoir stocker en site profond (500 m) les produits les plus nocifs ;
- le démantèlement des centrales qui ne fonctionnent plus (Brennilis, en Bretagne, Chinon, etc.) mais qui doivent demeurer l'objet de contrôle.

B. Le nucléaire et les défis énergétiques actuels

De nouveaux défis sont apparus depuis quelques années.

- **La hausse du prix des énergies fossiles n'est pas conjoncturelle.**

La demande énergétique au niveau mondial est croissante alors qu'il faut diminuer la production de gaz à effet de serre et que les réserves d'hydrocarbures seront épuisées dans quelques décennies. La localisation de ces réserves accroît la dépendance vis à vis de zones politiquement instables.

- **À partir de 2020, il faudra renouveler progressivement le parc nucléaire actuel.**

À l'instar d'autres pays comme les États-Unis, **la France a décidé de programmer la construction de nouvelles centrales.** Ce plan décidé en 2005 et s'appuyant sur la technologie EPR devient un enjeu majeur. La mise en service d'un premier réacteur à Flamanville dans la Manche est prévue en 2012.

La politique nucléaire a été une réponse à la situation des années 1970. Le nouveau plan permettra-t-il de répondre aux défis actuels et futurs en permettant à la France de profiter de son avance technologique et de son savoir faire industriel ?

1. Cogema : Compagnie générale des matières nucléaires.

Compréhension

1. Que montre le tableau au début du texte ?

.....
.....

2. Comment pourrait-on qualifier les énergies hydroélectrique, éolienne et photovoltaïque ?

.....

3. Comment la France a-t-elle cherché à atténuer sa dépendance énergétique ?

.....

4. De qui la France était-elle dépendante, et pour quelles raisons ?

.....

5. Que signifie EDF ?

.....

6. Pourquoi la France est-elle devenue le premier exportateur européen d'électricité?

.....

	Vrai	Faux
EDF a le monopole du marché français		
EDF est le seul producteur d'électricité en France		
EDF n'est plus une entreprise publique		
L'Espagnol Endessa a été absorbé par EDF		

EDF n'est pas prêt à sortir du nucléaire en France

Le Monde.fr | 23.10.2015 à 18h21 • Mis à jour le 24.10.2015 à 13h33 | Par Jean-Michel Bezat



EDF n'est pas prêt à sortir du nucléaire, ni même à en réduire la voilure. Si le plan stratégique CAP 2030 prévoit un doublement des capacités du groupe dans les énergies renouvelables en Europe à l'horizon 2030, ses dirigeants comptent bien maintenir la puissance installée de son parc nucléaire à son niveau actuel de 63,4 GW.

La hausse de la consommation de courant (véhicules électriques, nouveaux appareils...) permettra en même temps de respecter l'objectif inscrit dans la loi de transition énergétique de ramener de 75 % à 50 % la part de l'électricité nucléaire en France en 2025.

Deux jours après la signature avec l'électricien China General Nuclear Power Corporation (CGN) d'un accord pour la construction de deux réacteurs EPR au Royaume-Uni pour 24,5 milliards d'euros (hors coûts de financement), le PDG d'EDF est revenu, vendredi 23 octobre, devant des journalistes, sur l'avenir du nucléaire en France. Jean-Bernard Lévy ne doute guère que l'Autorité de sûreté nucléaire donnera son feu vert à la prolongation à cinquante ans, voire soixante ans, de la durée d'exploitation de « *la plupart* » des 58 réacteurs français.

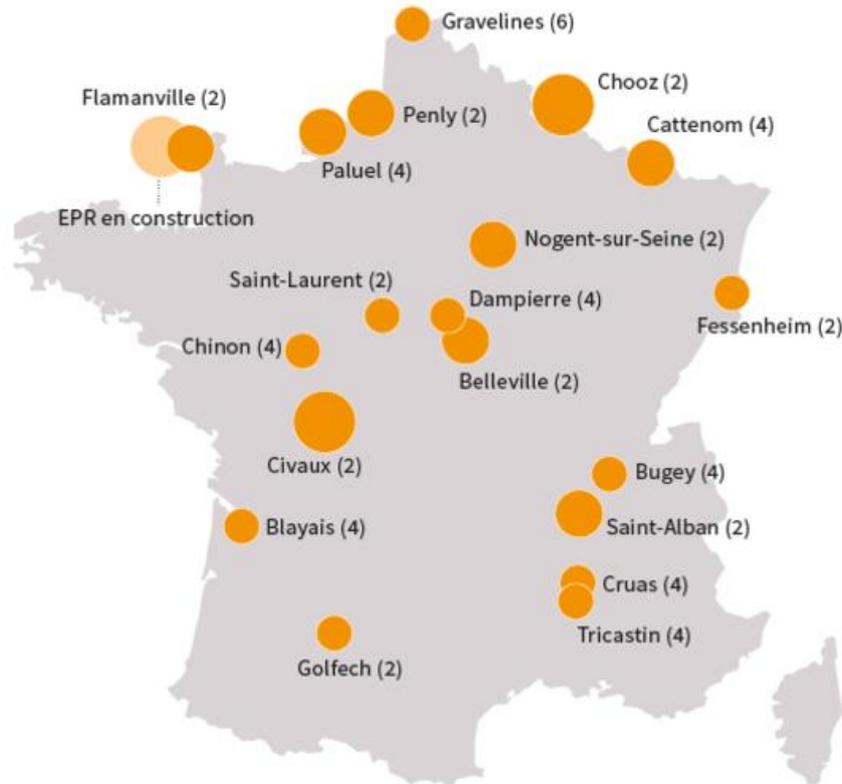
Une nouvelle génération de réacteurs

Mais le patron d'EDF réfléchit déjà à l'après, convaincu qu'il faudra les remplacer progressivement entre 2030 et 2050. Ce qui suppose une mise en chantier d'un nouvel EPR, en plus de celui de Flamanville (Manche), dès le début de la prochaine décennie. Il ne s'agira pas de cette « tête de série » normande, mais d'un « *EPR nouveau modèle* » (EPR NM), dont le « design » est réalisé par une équipe composée d'ingénieurs d'EDF et d'Areva. Il est censé être moins coûteux et plus facile à construire que l'EPR actuel, sans sacrifier pour autant la sûreté : son coût dépasse désormais 8 milliards d'euros à Olkiluoto (Finlande) et atteint 10,5 milliards (en l'état actuel du chantier) à Flamanville, pour des devis initiaux inférieurs à 3,5 milliards

Les centrales nucléaires existantes aujourd'hui

PUISSANCE ET NOMBRE DES 19 CENTRALES ET 58 RÉACTEURS, EN MW

○ 1500 et plus ○ 1000-1450 ○ 750-1000 ○ Moins de 750



« A partir de 2028-2030, ce n'est pas une science exacte, nous allons commencer à installer en France des EPR nouveau modèle », a indiqué le PDG, précisant que la construction se ferait « par paquets de deux ». « En 2050-2055, on n'en aura plus de la génération actuelle [conçus dans les années 1970-1980], a-t-il ajouté. On aura 30, 35 ou 40 EPR NM. »

Jamais ses prédécesseurs n'avaient été aussi explicites sur le renouvellement complet du parc nucléaire. Mais si les prix de gros de l'électricité, actuellement très bas, ne se redressent pas, EDF ne sera plus capable de financer seul un programme qui se chiffrera sans doute à plus de 200 milliards d'euros. « Est-ce qu'EDF a les moyens, aujourd'hui, de reconstruire pour 60 gigawatts de nucléaire sur son bilan actuel ? Je pense que non », a reconnu M. Lévy.

Avant de renouveler son parc actuel, l'électricien doit en effet investir 55 milliards pour prolonger jusqu'à 60 ans la durée de vie de la plupart de ses réacteurs actuels et dégager 16 milliards pour ses deux EPR britanniques. Pour le parc français, « la question se posera, le moment venu, de faire entrer des partenaires », a reconnu le PDG. La donne a changé. Depuis la fin de son monopole en 2007 et l'extinction des tarifs réglementés de vente aux gros consommateurs (tarifs verts et jaunes) prévue au 1^{er} janvier, l'opérateur historique subit une rude concurrence. EDF n'est plus la superpuissance d'antan, M. Lévy en a pris acte.

Questions

1. Où se trouvent les réacteurs nucléaires, et pourquoi?

.....
.....

2. Combien y a-t-il de réacteurs en France?

.....

3. Que signifient EPR, PDG, EDF?

.....
.....

4. EDF veut réduire la production d'électricité d'origine nucléaire.

Vrai Faux

5. Il est prévu une baisse de la consommation de courant

Vrai Faux

6. Le PDG d'EDF est convaincu que l'Autorité de sûreté nucléaire permettra de prolonger l'exploitation des réacteurs nucléaires.

Vrai Faux

7. Ces réacteurs devraient-ils être remplacés, et quand?

.....

8. Qui est Jean-Bernard Lévy?

.....

9. Existe-t-il déjà un EPR en France, et où se trouve-t-il?

.....

10. Combien devrait coûter l'EPR nouveau modèle? Respecte-t-il les prévisions?

.....

11. Pourquoi est-ce qu'EDF ne sera pas capable de financer seul son programme de renouvellement du parc nucléaire?

.....
.....

12. En quoi est que « la donne a changé »?

.....
.....

13. Quels sont les objectifs d'EDF?

.....
.....

La France, le pays où la part du nucléaire est la plus importante au monde

- Par Service Infographie
- Publié le 08/11/2017 à 16:25

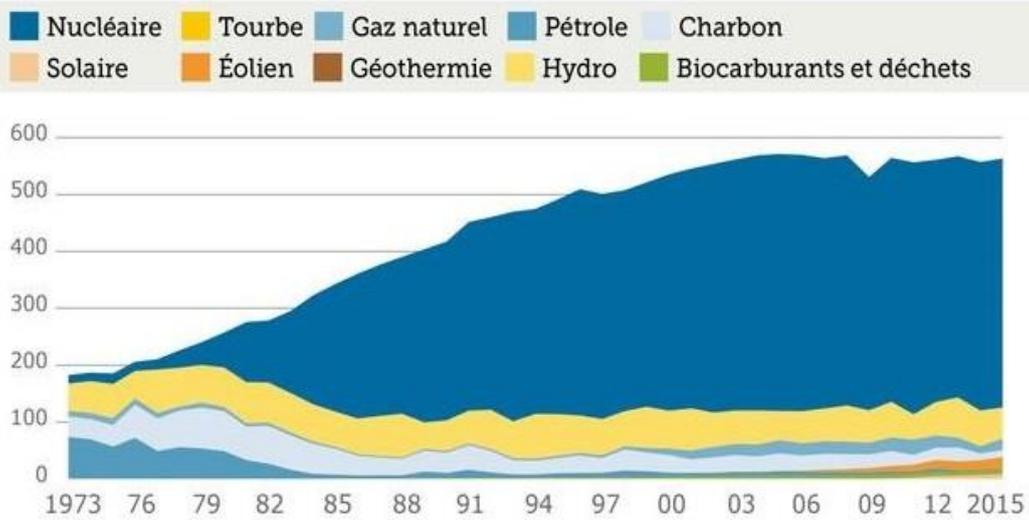
Le ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a admis hier mardi, que la France ne pourrait pas ramener la part du nucléaire à 50% en France, en 2025. L'occasion pour le Figaro de voir comment est répartie la génération d'électricité dans le pays le plus nucléarisé au monde, par sources d'énergie.

À l'issue du conseil des ministres du mardi 7 novembre, Nicolas Hulot a admis qu'il serait « difficile » de tenir l'objectif de réduction de la part de l'électricité émanant du nucléaire de 75% à 50% en France, à l'horizon 2025. Cet objectif se voit reporté à 2035. Un renoncement surprenant, qui déçoit inévitablement ses amis écologistes. « Nicolas Hulot est en train d'enterrer une loi votée il y a deux ans », déplore l'eurodéputé EELV Yannick Jadot.

Ces 20 dernières années, la part du nucléaire dans la génération d'électricité est devenue incommensurable. Pour atteindre l'objectif initial de 2025, Nicolas Hulot a indiqué sur BFMTV qu'il « faudrait fermer entre 17 et 25 réacteurs », chiffre qu'il qualifie ainsi d'« impossible ». La France est devenue le pays le plus nucléarisé au monde, mais que représente le nucléaire aujourd'hui dans la production d'électricité, en comparaison avec les autres sources d'énergie ?

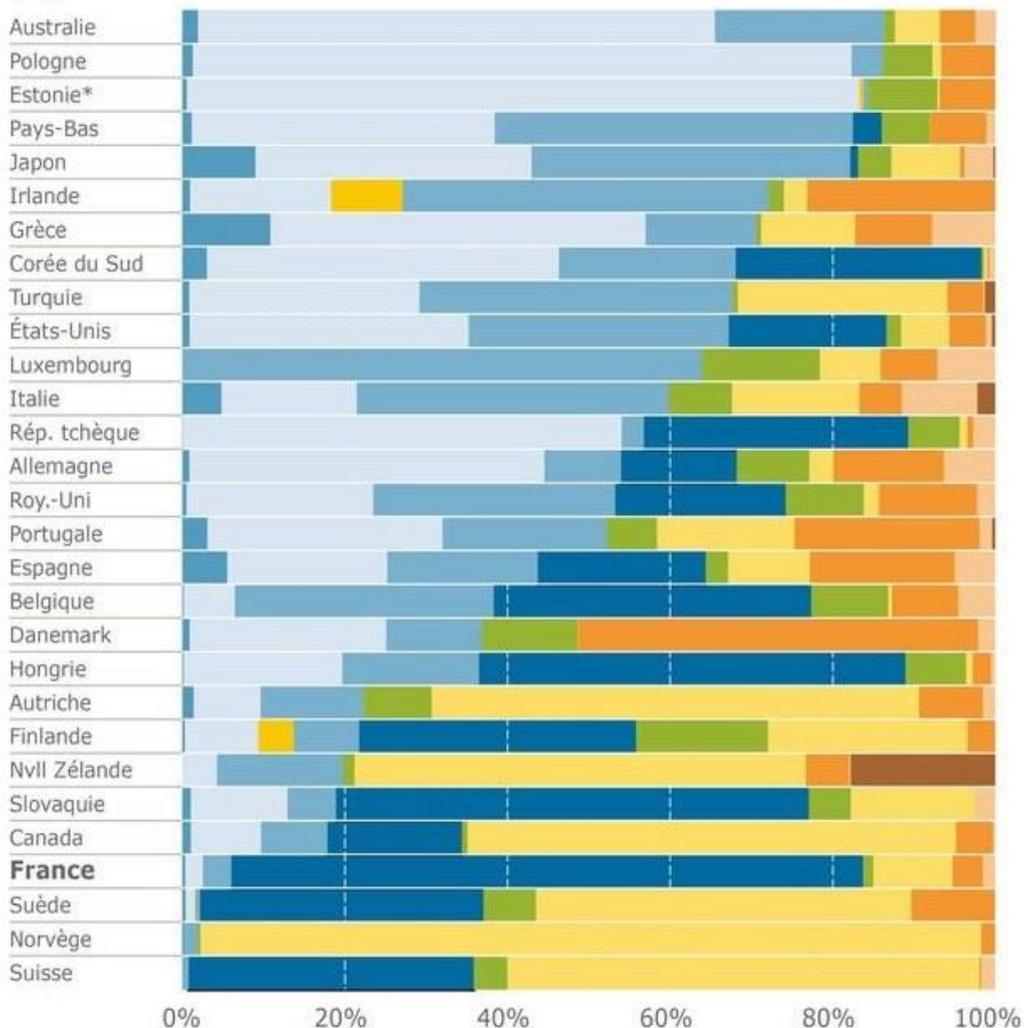
La production nucléaire hexagonale a explosé en 20 ans

GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE, PAR SOURCES
en TWh



La France, pays le plus nucléarisé au monde

RÉPARTITION DE LA GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ PAR SOURCES
DANS LES PAYS MEMBRE DE L'IEA
en %





Le nucléaire est perçu comme un secteur économique important

- > Les Français ont conscience que l'électricité en France est majoritairement d'origine nucléaire même s'ils sous-estiment son poids par rapport à la réalité (59% contre 72%)
- > Le nucléaire est considéré comme un secteur qui a un poids économique important et est un gros pourvoyeur d'emplois en France
- > L'argument de l'indépendance énergétique reste encore très fort : c'est l'élément en faveur du nucléaire jugé le plus convaincant (46%), devant le fait que le secteur crée des emplois en France (39%)
- > Le nucléaire est perçu comme un atout par la moitié des Français (47%), davantage que comme un handicap (34%)

Le nucléaire n'est pas considéré comme un atout en termes de coût de production

- > Les Français estiment majoritairement qu'il s'agit d'une énergie chère à produire (68%)
- > Alors que le coût est l'élément auquel ils sont le plus sensibles concernant l'électricité, ils ne perçoivent pas réellement d'avantage spécifique du nucléaire sur ce sujet, y compris par rapport aux autres pays européens

Lexique :

- **Perçu**: participe passé de **percevoir**
- **Poids** : peso
- **Pourvoyeur**: rifornitore, in questo caso creatore
- **Jugé**, participe passé de **juger**, giudicare
- **Convaincant**: convincente
- **Atout**: asset, risorsa, vantaggio
- **Davantage** = plus
- **Il s'agit**: si tratta
- **Alors que**: mentre
- **Perçoivent**: 3° personne pluriel présent indicatif de **percevoir**, percepire
- **Par rapport à**: rispetto a

Le nucléaire est perçu plutôt négativement sur le plan environnemental

- > Le fait que le nucléaire émette peu de CO2 est peu connu des Français, qui considèrent au contraire très largement (69%) que le nucléaire contribue au dérèglement climatique.
- > La question des déchets est intimement liée au nucléaire (c'est l'argument jugé le plus convaincant contre cette énergie – 56%, avec le risque d'accident – 52%) et cela impacte la perception du nucléaire sur le plan environnemental
- > Ainsi, le grand public ne fait pas vraiment la différence entre lutte contre le réchauffement climatique et pollution
- > Mais près de deux Français sur trois (61%) ont connaissance des possibilités de recyclage des combustibles utilisés dans les centrales. Pour eux, l'objectif de ce recyclage doit prioritairement être de réduire la dangerosité des déchets (63%).

Les Français pensent que le nucléaire sera toujours utilisé à l'avenir, avec les énergies renouvelables

- > Les Français ont davantage le sentiment qu'on s'oriente vers un mix « nucléaire et énergies renouvelables » (54%) que vers du « tout renouvelable » (26%)
- > Les Français ont du mal à se prononcer sur l'avenir de l'énergie nucléaire que ce soit en France ou dans le monde mais ils la perçoivent encore comme une énergie du présent et de l'avenir : un peu plus de la moitié pense que sa part va rester stable ou même progresser en France (54%) et dans le monde (61%).

Lexique

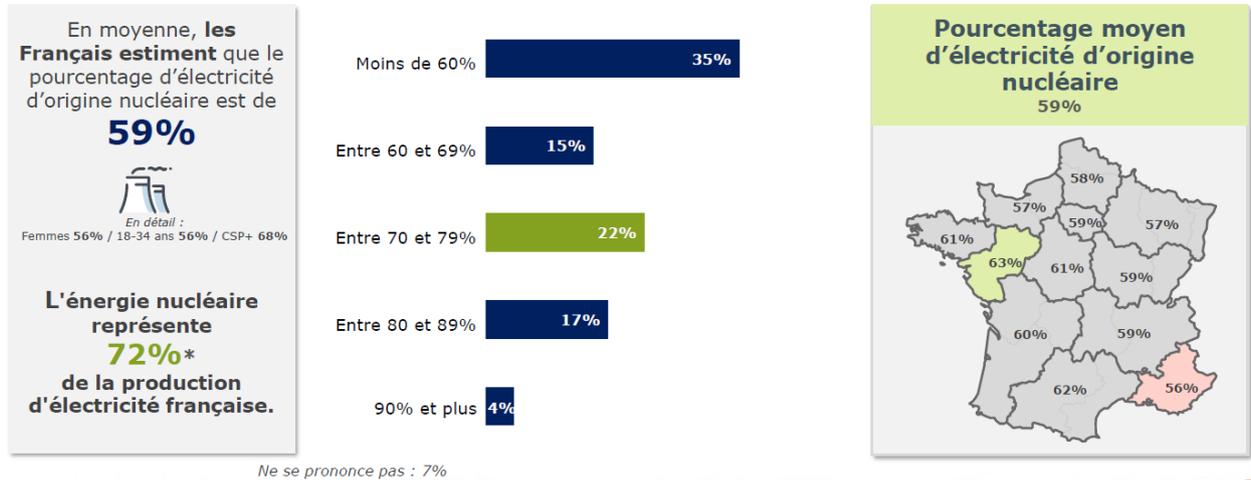
- **Environnemental:** ambientale
- **Pollution:** inquinamento
- **Dangerosité:** pericolosità
- **Avoir le sentiment** = avoir l'impression
- **Davantage ... que** = plus ... que
- **Avoir du mal à:** fare fatica a
- **Que ce soit:** che sia, sia
- **Progresser:** progredire

Orano est la multinationale française qui opère dans le secteur du nucléaire
BVA est un institut de sondages et d'études de marché

Les Français sous-estiment la part d'électricité d'origine nucléaire dans le mix électrique national mais ont largement le sentiment qu'il s'agit d'une part majoritaire

L'électricité peut provenir de plusieurs sources : elle peut être d'origine nucléaire, thermique, solaire, éolienne, hydraulique ou encore être fabriquée à partir de biomasse. Selon vous, quelle est aujourd'hui le pourcentage d'électricité d'origine nucléaire en France ? Question ouverte, réponses spontanées

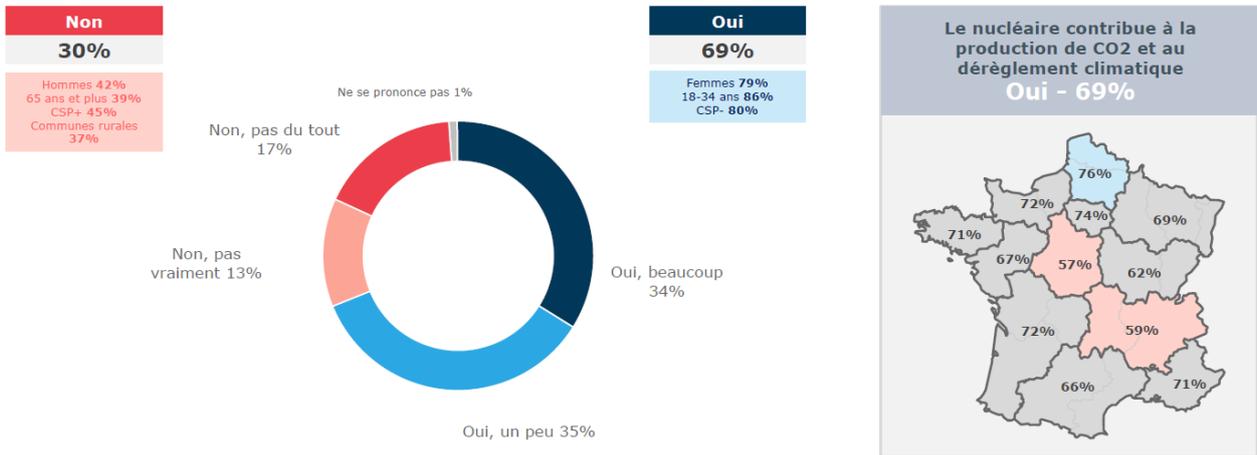
Base : à tous (2405 répondants)



Les Français pensent majoritairement que le nucléaire contribue à la production de gaz effet de serre

Selon vous, le nucléaire contribue-t-il à la production de gaz à effet de serre (CO2) et au dérèglement climatique ?

Base : à tous (2405 répondants)



« France 2030 » : Un plan pour relancer notamment la filière nucléaire



Par Baptiste Gaborit
Publié le 12/10/2021

- Est-ce le retour en grâce du nucléaire en France ? Emmanuel Macron doit dévoiler ce matin une relance de la filière dans le cadre du plan « France 2030 ». Le nucléaire, présenté de plus en plus comme un atout incontournable de notre transition énergétique, Baptiste ?

- Eh oui, en quelques années, le climat autour du nucléaire s'est largement amélioré. L'objectif d'une France neutre en carbone en 2050 est-il réalisable sans nucléaire ? Non, répond aujourd'hui Emmanuel Macron, mais aussi beaucoup d'autres politiques, à droite notamment, des investisseurs, des spécialistes, pour une raison, une raison principale. Eh bien, le nucléaire est une énergie « bas carbone » donc bonne pour le climat.

Nicolas Goldberg est spécialiste de l'énergie pour le cabinet Columbus Consulting : « Là où je suis d'accord, c'est que le nucléaire, c'est un atout climatique, et la baisse du nucléaire dans le monde, c'est terrible pour le climat. Le nucléaire est important dans cette transition parce que ça sert à faire de l'électricité de manière pilotable, c'est-à-dire que ce n'est pas dépendant du vent et du soleil, et surtout

Retour en grâce du nucléaire: il nucleare ridiventa popolare

Filière: settore

Dans le cadre: nell'ambito

Atout: carta vincente, asset, risorsa

Incontournable: imprescindibile, essenziale

Neutre en carbone: a zero emissioni di carbonio

Notamment: in particolare

Bas carbone: *low carbon*, a basse emissioni di carbonio

Cabinet: studio

Pilotable: controllabile

C'est-à-dire: cioè

on voit que les énergies renouvelables ne pourront pas tout prendre. On a encore énormément de fossile dans notre mix énergétique. On aura bien besoin de toutes les énergies bas carbone donc renouvelables et nucléaires ».

Énergie bas carbone est symbole de stabilité et d'indépendance, alors même que l'Europe connaît une flambée des prix de l'énergie. Valérie Faudon, déléguée générale de la Société française d'énergie nucléaire : «Ce qu'on constate depuis plusieurs années – et encore plus depuis ces dernières semaines où on a une vraie crise du marché du gaz – c'est que beaucoup de pays qui avaient décidé de sortir du nucléaire ont en fait investi dans des centrales à gaz, donc à la fois polluantes au niveau des émissions de CO2, mais aussi qui nous mettent dans une situation de dépendance vis-à-vis de fournisseurs extérieurs comme la Russie ».

Emmanuel Macron devrait donc dévoiler ce matin des investissements colossaux dans ce qu'on appelle les SMR [Small Modular Reactor], des mini-réacteurs nucléaires, à priori plus simples à construire. Le gouvernement travaille également en parallèle sur la possibilité de construire six nouveaux EPR [European Pressurized Reactor] en France. Mais attention, le nucléaire ne doit pas être l'alpha et l'oméga de la décarbonation selon Nicolas Goldberg: « On ne décarbonera pas qu'avec le nucléaire, c'est un rôle à jouer. Donc même si on relance des réacteurs nucléaires, des EPR, des SMR, il nous faudra de toute façon énormément d'énergies renouvelables pour relever le défi climatique ».

Des énergies renouvelables indispensables et même suffisantes à horizon 2050 en France, la priorité est là, pas dans le nucléaire, selon Yves Marignac, expert de l'association NegaWatt : « Les priorités au nom de l'urgence climatique sont aujourd'hui la maîtrise de la consommation d'énergie et les énergies renouvelables. Et ce que nous montrent les scénarios, c'est que, si on met en œuvre ces priorités, on peut atteindre les objectifs climatiques, sans nucléaire. Donc prétendre aujourd'hui que le nucléaire est indispensable, c'est

Alors même que: mentre, nello stesso momento in cui

Connaît: conosce

Flambée des prix: impennata, forte aumento (testualmente: fiammata) dei prezzi

Depuis plusieurs années: da diversi anni

Depuis ces dernières semaines: nelle ultime settimane

À la fois: insieme, nello stesso tempo

Polluantes: inquinanti

Niveau: livello

Vis-à-vis: nei confronti

Dévoiler: svelare

Également: anche

Selon: secondo

Jouer un rôle: svolgere una parte, un ruolo

Même si: anche se

Il faudra, futur de «il faut»: occorrerà, ci vorrà

De toute façon: ad ogni modo, comunque

Relever le défi: raccogliere, affrontare la sfida

À horizon 2050: entro il 2050

Être suffisant: essere sufficiente, bastare

La priorité est là: qui sta la priorità, ecco dove sta la priorità

Maîtrise: padronanza, controllo

détourner les efforts qui traiteraient le plus vite et le plus efficacement la question climatique ».

RTE qui est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité en France présentera le 25 octobre ses différents scénarios sur le mix énergétique français en 2050. Certains scénarios intègrent du nouveau nucléaire, d'autres non. Le gouvernement disposera alors de nouveaux éléments chiffrés. Dans le même temps, la bataille du nucléaire se joue aussi à Bruxelles où la France et d'autres pays tentent d'intégrer le nucléaire dans la taxonomie verte (une liste d'énergies jugées durables). Réponse en fin d'année.

Scénario: sviluppo possibile, caso ipotizzabile

Mettre en œuvre: attuare

Détourner: deviare, distogliere, dirottare

Atteindre: raggiungere

Réseau: rete

Élément chiffré: dato numerico

Taxonomie: tassonomia, tipologia, classificazione

Durable: sostenibile

<https://www.radioclassique.fr/magazine/articles/france-2030-un-plan-pour-relancer-notamment-la-filiere-nucleaire/>